

ÉVALUATION CONJOINTE DE LA PREVENTION DES CONFLITS ET DE LA CONSTRUCTION DE LA PAIX EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Rapport de mission de terrain Phase thématique

Version du 20 août 2010



Ce rapport a été préparé par Channel Research à la demande du Service Public Fédéral Affaires Etrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement (Service de l'évaluation spéciale de la coopération au développement S4) du gouvernement Belge.

Il n'est pas confidentiel.

Merci d'adresser toute correspondance à :

*Mlle Cécile Collin
Channel Research
45B rte des Marnières
1380 Lasne
BELGIQUE
Tél: 00 32 2 633 6529
Fax: 00 32 2 633 3092
collin@channelresearch.com*

channelresearch

45 Route des Marnières, 1380 Ohain Belgium
Tel +32 2 633 65 29 Fax +32 2 633 30 92
www.channelresearch.com

Table des matières

SIGLES4

1	RÉSUMÉ DES POINTS PRINCIPAUX.....	6
2	INTRODUCTION	7
2.1	OBJET DU RAPPORT	7
2.2	RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE DE L'ÉVALUATION.....	8
2.3	METHODE DES VISITES DE TERRAIN ET ITINERAIRE DES VISITES.....	10
3	COUVERTURE DE PROJETS EVALUES	13
3.1	ECHANTILLON DES PROJETS	13
3.2	THEMATIQUE HUMANITAIRE ET VIOLENCES SEXUELLES	14
3.3	JUSTICE	17
3.4	DDR ET SECTEUR DE SECURITE.....	19
3.5	RENFORCEMENT DES CAPACITES	22
3.6	COOPERATION ECONOMIQUE ET SECTEUR MINIER	25
4	PREMIERES CONSTATATIONS	27
4.1	DESCRIPTION DES RESULTATS DES ATELIERS D'ANALYSE DES CONFLITS	27
4.2	CONCLUSIONS EMERGENTES.....	35
5	CALENDRIER DE FINALISATION	45
6	ANNEXE: LISTE DES PERSONNES RENCONTREES	47

SIGLES

ACDI	Agence Canadienne pour le Développement International
AFDL	Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre
ALNAP	Réseau d'Apprentissage Actif pour la Responsabilisation et la Performance dans le domaine de l'action humanitaire
BCNUDH	Bureau Conjoint des NU aux Droits de l'Homme
CNDP	Congrès National pour la Défense du Peuple
EUSEC	European Security Mission
BMZ	Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
DFID	Département pour le Développement International, Royaume-Uni
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du R Wanda
FNUAP	Fond des Nations Unies pour la Population
GALE	Groupe Apprenons à Lire et à Ecrire
GTZ	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
ICTJ	Centre International pour la justice transitionnelle
IDP	Personne Déplacée Interne (Internally Displaced Persons)
LRA	Armée de Résistance du Seigneur (Lords Resistance Army)
IRC	International Rescue Committee
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale
MDRP	Programme Multinational de Démobilisation et de Réintégration
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en RD Congo
OCDE/CAD	Organisation de Coopération et de Développement Economiques / Comité d'Aide au Développement
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OHCDH	Office du Haut Commissaire aux Droits de l'Homme
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSB	Oxfam Solidarité Belgique
PCCP	Prévention des Conflits et de la Construction de la Paix
PNDDR	Programme Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réintégration
PGA	Parliamentarians for Global Action
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RCD	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RDC	République Démocratique du Congo
RSS	Réforme du Secteur de la Sécurité (SSR, Security Sector Reform)
SGBV	Violence Sexuelles Basées sur le Genre

RAPPORT DE MISSION DE TERRAIN – CHANNEL RESEARCH

UE	Union Européenne
STAREC	Plan de Stabilization et de Reconstruction pour l'Est de RDC
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour les Femmes
UNSSSS	La Sécurité et la Stratégie de Soutien de Stabilisation des Nations Unies
USAID	Agence du Développement International des Etats Unies
VSBG (SGBV)	Violence Sexuelle Basée sur le Genre

1 RÉSUMÉ DES POINTS PRINCIPAUX

Ce rapport de mission décrit les résultats de la visite à Kinshasa en mars, et des visites de terrain réalisées en mai et juin. Ces visites ont permis de mener les entrevues et d’observer les réalisations des initiatives identifiées dans l’échantillon des projets de l’évaluation.

Le rapport détaille, par thème, les projets retenus dans l’échantillon, et formule quelques pistes de réflexion. Il rend compte de la liste des personnes rencontrées lors d’entrevues formelles ou de groupes de travail.

Quelques décisions à prendre sont soumises au comité de pilotage de l’évaluation :

- Les groupes consultatifs en RDC ont exprimé le vœu de recevoir ce rapport de mission, afin de mieux faire le suivi d’une évaluation que beaucoup ont déclaré importante. L’équipe d’évaluation recommande que cela soit fait afin d’assurer une appropriation par les parties prenantes à l’intérieur du pays.
- Une réunion de restitution intermédiaire a été suggérée par le Ministre du plan de RDC, et a trouvé écho au sein des groupes consultatifs de Goma et Bukavu. Cette réunion aurait pour but de discuter de la version provisoire du rapport de synthèse (rapport dit de ‘phase 4’), après que celui-ci ait fait l’objet d’une première consultation avec le comité de pilotage. Cela semble souhaitable afin d’obtenir une consultation élargie sur les conclusions présentées. Ces visites intermédiaires, si elles devaient avoir lieu, devraient faire l’objet d’une extension de budget approuvée par le comité de pilotage.

Certains projets n’ont pu être évalués par manque de mise à disposition de l’information par les organismes concernés - certains des bailleurs de fonds, d’autres des organismes d’exécution. Par ailleurs le travail qui a été fourni pour obtenir les informations sur certaines des stratégies d’intervention et les projets a été très supérieure à ce qui était prévu initialement.

Hormis ces contraintes, l’évaluation a pu progresser de façon satisfaisante, et sera en mesure de rendre le rapport provisoire de synthèse le 25 août. Celui-ci complètera le rapport préliminaire (méthodologie, écrit en français), et le rapport politique (anglais et français), qui seront placés dans un CD Rom, pour l’éventuelle publication de cette évaluation.

2 INTRODUCTION

2.1 Objet du rapport

Le présent rapport est un compte rendu de la mission de terrain exécutée par l'équipe de Channel Research en RDC entre le 23 mai et 2 juin 2010. Les informations suivantes y notamment sont fournies :

- Le déroulement de la mission et projets évalués (divisés en trois niveaux d'attention, conformément aux termes de référence)
- Les résultats des ateliers de cartographie des conflits
- Les premiers constats préliminaires en fonction des hypothèses de travail formulées dans le rapport politique
- Le calendrier proposé pour la finalisation de l'évaluation

Le calendrier de réalisation de l'étude est divisé entre une **phase préliminaire** décrivant la méthodologie utilisée et analysant la base de données des projets, une **phase politique** couvrant les études documentaires et les entrevues au siège des organismes évalués, et une **phase thématique** d'analyse des études de cas. Le rapport de mission marque la fin de la phase thématique. Elle sera suivie par une **phase de synthèse** qui produira le rapport d'évaluation, qui est le document qui est destiné à l'usage public.

Ce rapport de mission présente donc de façon informelle quelques indications sur les analyses réalisées lors de la phase thématique, et a pour but d'informer le comité de pilotage et les groupes consultatifs de l'avancement des travaux vers la phase de synthèse.

Pour récapituler, l'évaluation se base essentiellement sur les analyses suivantes:

1. les **accélérateurs de conflit ou de paix**. Cette analyse permet d'identifier les conditions critiques sur lesquelles les interventions doivent avoir une influence pour mener à des résultats (analyses réalisées au niveau national et, de façon plus détaillée pour chaque province);
2. les **stratégies des bailleurs de fonds** afin de situer l'environnement de la mise en place des projets (analyse fondée sur les documents et les entrevues réalisées); ces stratégies peuvent dans certains cas être assimilées aux stratégies de changement auquel il est fait référence dans le cahier des charges ;
3. **l'échantillon de projets** fournis par le comité de pilotage, afin d'y appliquer une analyse évaluative plus poussée;

4. les **dynamiques transversales et l'impact**, en particulier sur les questions de genre (façon différenciée dont les hommes et les femmes vivent les interventions ainsi que les conflits).

La visite de terrain (du 23 avril au 3 juin) a permis de compléter les analyses de conflit sur base d'ateliers participatifs (7 ont été réalisés), de mieux comprendre les stratégies mises en place dans les trois provinces, de rencontrer des personnes impliquées de près ou de loin dans les activités, d'observer les activités des projets sélectionnés pour une analyse en profondeur, et enfin de cerner les aspects transversaux de l'effort international.

2.2 Rappel des termes de référence de l'évaluation

En fin 2009 le service de l'évaluation du service public fédéral des affaires étrangères de Belgique, pour le compte du comité de pilotage, a demandé à Channel Research de commencer l'évaluation des interventions financées par ce groupe d'organismes bilatéraux et multilatéraux de coopération.

Les termes de référence indiquent que l'évaluation poursuit un double objectif : « *rendre des comptes d'une part, tirer des enseignements ouvrant la voie à des améliorations d'autre part* », en précisant que l'accent principal revient à tirer des enseignements sur la façon d'améliorer les interventions de prévention de conflit et de renforcement de la paix.

Les termes de référence demandent aussi que l'évaluation contribue à la « redevabilité¹ » des organismes financés sur fonds publics, et qui interviennent dans les secteurs définis dans le schéma des lignes directrices provisoires du CAD de l'OCDE². Ces secteurs, qui ont été appelé la « palette d'Utstein », reprennent les interventions qui se prêtent particulièrement bien à des politiques de résolution de conflit et de réduction de la violence. Les termes de référence proposent enfin que cette évaluation serve de test de ces lignes directrices OCDE, afin de soutenir la finalisation du guide.

La région à couvrir dans l'évaluation est définie géographiquement par trois provinces : Province Orientale (District de l'Ituri), Nord Kivu et Sud Kivu. La période à couvrir va

¹ Redevabilité est définie ici comme rendre compte aux bailleurs quant aux résultats non financiers des actions entreprises. Cela répond à une exigence de transparence envers les parties prenantes au sens large. Ce rapport sera donc public, et sera écrit dans un langage non technique, s'appuyant sur une traduction des chapitres de synthèse vers le néerlandais et l'anglais.

² "Working Draft Guidance for the Evaluation of Conflict Prevention and Peace-Building, 2008, OECD DAC".

des accords de Sun City en 2002 jusqu'au moment du lancement de l'évaluation en fin 2009. Il est entendu que les actions qui ont lieu en 2010 et qui sont liées aux programmes ciblés par l'évaluation pourront être prises en compte, notamment sur le plan de l'impact, mais l'étude ne saurait couvrir l'ensemble de l'année 2010.

Toutes les interventions financées par les organismes de coopération au développement, bilatéraux et multilatéraux, participant à l'évaluation³, et dont l'objectif est d'avoir un impact direct sur les dynamiques de conflit dans ces trois provinces, sont donc constitutives de l'objet d'évaluation.

Les termes de référence permettent d'inclure aussi les interventions au niveau national qui n'ont pas comme objectif premier de travailler sur les dynamiques de conflit, mais peuvent avoir un impact indirect sur les conflits dans les trois provinces. Ces activités peuvent couvrir l'ensemble du pays, mais ne pas les traiter équivaldrait à ne pas tenir compte d'interventions importantes pour des objectifs de prévention des conflits ou de construction de la paix dans les régions qui nous intéressent.

L'évaluation reprend ainsi sur le plan stratégique les objectifs du STAREC (dont les projets n'ont commencé que tout à fait en fin 2009), ainsi que les efforts de négociation au plan régional.

L'équipe est encadrée par un comité de pilotage dont les membres sont les chargés d'évaluation des onze organismes mandataires. Ils sont appuyés par quatre groupes consultatifs. Ceux-ci ont été créés lors de l'évaluation à Kinshasa, à Goma, à Bukavu, et à Bunia, sur base de l'intérêt exprimé. Ces groupes sont co-présidés par les autorités nationales et les membres de l'équipe d'évaluation. Il est prévu que ces groupes se réunissent lors des passages de l'équipe dans leur secteur, et servent de points de relais pour l'information sur les progrès de l'évaluation.

Les termes de référence prévoient une réunion de restitution à Kinshasa, mais fasse à l'importance de l'intérêt que l'étude a suscité, et fasse à l'importance de la consultation publique pour l'utilisation finale des conclusions, le comité de pilotage pourraient s'engager à étendre l'effort pour réunir le groupe consultatif pour discuter du rapport provisoire en octobre 2010, et de faire des réunions de diffusion dans les provinces de l'Est en fin de parcours.

Composition du comité de pilotage

- Service Fédéral des Affaires Etrangères de Belgique
- Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays Bas
- Le Ministère de la Coopération d'Allemagne (BMZ)
- Agence Canadienne de Coopération Internationale (ACDI)
- Le Département du Développement International du Royaume Uni (DFID)
- Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)
- Le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme integer à la mission de la MONUC, Mission des Nations Unies au Congo
- Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- Unicef, le programme des Nations Unies pour l'enfance
- Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM)
- Le Fond des Nations Unies pour la Population (FNUAP, ou UNFPA)

Composition de l'équipe d'évaluation:

Chef d'équipe: M. Emery Brusset

Structure par thème:

- M. Laurent de Valensart (humanitaire et violences basées sur le genre), M. Augustin Ngendakuriyo (humanitaire et enfance), Mme Justine Elakano (genre et violences sexuelles)
- Mme Abigail Hansen (justice), Mme Sylvie Ngalimbaya (assistance dans les visites de pays)
- Mme Nynke Douma (réforme du secteur de sécurité), Cécile Collin (documentation, information)
- M. Ralf Otto (renforcement des capacités), Maria Bak (logistique, protocole)
- Mme Rachel Perks (économie et minier), M. Koen Vlassenroot (analyse pays)
- Mme Claudine Voyadzis (coordination et cohérence)
- M. Konrad Huber et M. Christian Fusillier (assurance qualité)

2.3 Méthode des visites de terrain et itinéraire des visites

La visite dans les provinces a commencé par des prises de contact avec les parties prenantes des projets à Kinshasa du 21 au 27 mars, et culminé avec des réunions des groupes consultatifs à Bunia, Goma et Bukavu. Des restitutions se sont faites dans ces mêmes villes.

L'équipe a gardé la composition de ces groupes consultatifs relativement informelle, afin de créer un groupe consultatif virtuel, utilisant les adresses courriel des personnes rencontrées et qui auront exprimé un intérêt pour les conclusions de l'évaluation.

Une partie de l'équipe (12 personnes) s'est échelonnée sur une période de 45 jours dans les provinces, villes et communautés ci-dessous, hors Kinshasa. Comme convenu en fin de phase politique, l'équipe s'est scindée en cinq groupes thématiques qui sont restés ensemble entre eux une partie du temps, tout en privilégiant des temps de réunion avec les autres groupes à certains points du parcours (Goma et Bukavu notamment).

Les dates de visites ont été les suivantes :

Chef d'équipe : 8 au 16 mai

Composante humanitaire et violences : 25 avril au 13 mai

Composante justice : 24 avril au 8 mai

Composante secteur de sécurité : 8 mai au 2 juin

Composante renforcement des capacités : 24 avril au 8 mai

Composante secteur minier : 16 au 23 mai

Les lieux visités, hors de Kinshasa, ont été les suivants :

Province du Sud Kivu :

- Ville de Bukavu (travail intensif au centre ville et dans le quartier de Panzi)
- Groupement de Nyangezi (Munya, camp militaire du 313eme secteur des FARDC visité dans le cadre du programme EUSEC)
- Territoire de Walungu (Nyamarege, site de champ communautaire au bénéfice des ex-combattants visité dans le cadre du programme UE-PNDDR)
- Territoire de Shabunda (ville et environs)

Province du Nord Kivu

- Goma (centre ville)
- Goma, camp Katindo (camp des FARDC où habitent les militaires qui sont stationnés à Goma avec leurs familles visités dans le cadre du programme EUSEC)
- Territoire de Rutshuru (Rumangabo, camp militaire 132eme brigade des FARDC visité dans le cadre du programme EUSEC)
- Ville de Walikale (visite des bureaux miniers et MONUC)
- Goma, poste de frontière de la Grande et Petite Barrière
- Goma, marché
- Goma, centres de formation et centre de formation professionnel en menuiserie
- Territoire de Rutshuru (Rumangabo, camp militaire 132eme brigade des FARDC visité dans le cadre du programme EUSEC)

- Camp de Kitouko, (camp de regroupement de démobilisés sous supervision du gouvernorat, visité dans le cadre du programme EUSEC).
- Saké, Territoire du Masisi

Territoire de Ituri

- Ville de Bunia,
- Village de Mahagi,
- Village de Fataki,
- Village de Djugu,
- Village de Nioka
- Village de Pimbo
- Communauté de Kasenyi (visitée dans le cadre du programme PNDDR et COMREC)
- Camp de pêche de Mugumba
- Camp de pêche de Lako
- Camp de pêche de Muchanga

Pour les visites il a été très utile d'avoir accès aux moyens de transport des organismes avec lesquels nous avons travaillé, ainsi qu'à la logistique de la MONUC, tout en louant nos propres véhicules quand cela était nécessaire. Nous remercions ces organismes de leur appui précieux, en particulier Cordaid, le PNUD et la MONUC.

Les méthodes classiques de collecte de données en évaluation ont été utilisées, c'est-à-dire des entrevues individuelles et en groupe, avec corroboration réalisée avec les documents et des entrevues réalisées par téléphone avec le personnel situé hors du pays. Nous n'avons pas utilisé la méthode « focus group »⁴ hors des ateliers de cartographie des conflits, ni réalisé de sondage, et avons privilégié la vérification des effets, ainsi qu'une observation directe sur les 8 projets analysés en profondeur (impact vu sur base des analyses de conflits).

⁴ Il est à noter que ce type d'instrument demande une préparation soignée, en particulier un contrôle des participants et de la structure des séances. Ce terme est le plus souvent utilisé de façon abusive lors des évaluations pour décrire des entrevues en groupe, souvent convoquées spontanément. Le seul instrument qui pourrait s'assimiler à un focus group est l'atelier de cartographie de conflit, décrite plus bas.

Par ailleurs dans le cas du thème de la justice nous regroupons plusieurs projets, ce qui ramène le total des projets évalués à partir de la liste de la base de données à 51 (14 projets ont été regroupés dans ce thème en 6 initiatives). Cette logique est propre au secteur de justice, où une segmentation du champ de l'évaluation par projets a peu de sens, au vu du besoin d'une approche sectorielle.

La répartition des projets par chacun des 5 thèmes de l'évaluation est la suivante :

Thématique	Projets évalués en profondeur	Projets évalués sur base d'entrevues et documents	Projets évalués sur base de documents
1. Humanitaire et violence sexuelles	2	4	0
2. Justice	2	2	3
3. DDR et Secteur de Sécurité	2	3	5
4. Renforcement des Capacités	1	3	4
5. Coopération Economique et Secteur Minier	1	2	2
Total	8	14	14

3.2 Thématique Humanitaire et violences sexuelles

Hypothèse encadrant ce thème

La prévention des conflits et le renforcement de la paix exige comme champ de travail une focalisation stratégique sur les dynamiques de conflit. Or l'évaluation révèle l'existence de cloisons au sein des institutions qui empêchent une telle approche globale. Ainsi on retrouve des clivages très significatifs entre les services diplomatiques et de coopération, les capitales et les ambassades, les services politiques et ceux d'exécution, et entre les bailleurs et les opérateurs.

Le problème d'un cloisonnement excessif qui affecte la coordination est examiné sous l'angle de **l'aide humanitaire et de l'assistance donnée aux victimes des violences sexuelles** et se retrouve aussi dans la phase de terrain, au niveau des projets. La raison du choix de ce champ provient de l'insistance de nombreux acteurs humanitaires sur le fait qu'ils ne travaillent pas sous contrôle politique, alors que la prévention des conflits exige justement une approche politique. Or 40% des projets présentés par certains bailleurs de fonds dans la base de données comme étant du domaine de la prévention des conflits sont des projets humanitaires. Quelle sera la conséquence de cette association ?

Projets évalués en profondeur

1. N° 159⁵ - Pays Bas : Programme de développement des zones de santé de Shabunda et Lulingu. Secours matériels fournis par CORDAID (Sud Kivu) DMV/HH ZR CORDAID 07-09
 - a. Agence d'exécution: ONG locale « *Agence d'Achat des Performances* » (AAP asbl), avec l'appui de l'ONG hollandaise Cordaid Bukavu
 - b. Description: Lien urgence, réhabilitation et développement.
 - c. Lieu: Sud Kivu
 - d. Contribution : 1 978 410 €
 - e. Période: Deux ans et 6 mois, du 1 Septembre 2007 au 28 février 2010

2. N° 340, Unicef: Programme élargi d'assistance aux retournés (PEAR+)
 - a. Agences d'exécution: International Rescue Committee (IRC) via l'Unicef.
 - b. Description: Le PEAR plus est une extension du programme PEAR qui avait pour but de fournir une assistance humanitaire aux retournés et de faciliter la réinsertion des élèves dans les écoles.
 - c. Lieu: Nord et Sud Kivu, Province Orientale (Ituri) et au Nord Katanga.
 - d. Contribution : 2.286.996 \$US
 - e. Période: 21 Juillet 2009 - 20 Juillet 2010. Une prolongation de six mois est prévue, qui va porter le projet à 18 mois (19 janvier 2011) au lieu des 12 mois prévus initialement

Projets évalués sur base d'entrevues et documents

3. N° 23, Belgique : Alphabétisation conscientisante – Besoins socio-économiques – Culture de paix au Sud-Kivu
 - a. Agence d'exécution : Consortium dénommé « ABC » de quatre organisations locales: Groupe Apprenons à Lire et à Ecrire (GALE), Programme d'Alphabétisation des Adultes (P.A.A.-Walungu), Bureau pour le Développement Communautaire (BDC-Mushimbakie), Bureau d'Etudes Scientifiques et Techniques (BEST).
 - b. Description : Paix et Education.
 - c. Lieu: les six territoires administratifs du Sud Kivu. Axe Nord : Kabare (-Nord), Kalehe, Idjwi et autres îles du lac Kivu ; axe Central : Kabare, Walungu ; axe Sud : Plaine de laRuzizi, rive du lac Tanganika, Fizi ; Axe Sud-ouest : territoires de Mwenga et de Shabunda
 - d. Contribution : 449 788 €. Financement du Service Public Fédéral belge des Affaires étrangères.

⁵ The numbers listed here are the rows in which the projects are to be found in the database.

- e. Période : Février 2004 - février 2007, avec une prolongation jusqu'au mois de septembre 2007.
4. N° 18, Belgique : Réinstallation des personnes victimes de la guerre (déplacées et réfugiées) et contribution au processus de stabilisation par la relance des activités agricoles.
- a. Agence d'exécution : Oxfam Solidarité Belgique (OSB) en partenariat avec les organisations locales suivantes : UWAKI SK (Fizi), APIDE (Mwenga), FOPAC (Rutshuru)
 - b. Description : plus d'informations nécessaires
 - c. Lieu: RDC, Province: Sud Kivu (Territoire de Mwenga) et Nord Kivu (Territoire de Rutshuru)
 - d. Contribution : 450 000 €
 - e. Période: 15 décembre 2005 -15 juin 2007 (prolongé de 3 mois, jusqu'au 14 septembre 2007)
5. Projet non inclus dans la base de données : Allemagne : Programme multisectoriel contre le VIH/SIDA et renforcement du système de santé (SGBV)
- a. Agence d'exécution: GTZ. 3 experts internationaux travaillent pour ce projet en collaboration avec une équipe nationale.
 - b. Description : Programme d'appui aux femmes victimes de violences sexuelles
 - c. Lieu: le projet vient de commencer en 2010 au Sud Kivu, avec comme perspective de s'élargir au Nord-Kivu et/ou au Maniema.
 - d. Contribution : 10 700 000 €
 - e. Période : de Janvier 2010 à Janvier 2012.
6. Projet N° 231 : UNFPA, UNICEF, BCNUDH (Bureau Conjoint des NU aux Droits de l'Homme). Projet conjoint de prévention et réponse aux violences sexuelles pour les provinces du Nord et Sud-Kivu en RDC.
- a. Agences d'exécution : UNFPA, UNICEF, BCNUDH (Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme). Financement : Canada.
 - b. Description : Santé physique et psychique, violence sexuelle basée sur le genre (VSBG)
 - c. Couverture géographique: Nord et Sud-Kivu.
 - d. Budget : 15 000 000 \$ Canadiens
 - e. Période d'exécution: 3 ans, 2006 -2009. Avec le retard accusé par le BCNUDH qui n'a démarré ses activités qu'en 2008, le projet a été reconduit jusqu'en 2011.

Les projets suivant ont dû être retirés de la liste initiale :

Les trois projets M012669 « *UN action against Sexual Violence* » (no 230, financement Canada) et No 280 « *Programme conjoint de prévention et de réponse aux violence sexuelles faites aux femmes, aux jeunes et aux enfants en RDC* » (financements Belgique et Canada), et le projet UNICEF « *Fight against SGBV* » (le 12^e dans la liste initiale) dans les Kivus, font en fait partie d'un seul et même programme conjoint multi-donateurs et inter-agences. Ce programme, le 6^e dans la liste ci-dessus, a été évalué de manière approfondie (il n'est pas retiré de la liste en tant que tel).

L'équipe d'évaluation n'a pas obtenu les informations minimales requises pour une évaluation, concernant les projets ou programmes suivants: celui du HCR « *Assistance pour la réintégration des déplacés des provinces de l'Est* » (No 243, financement : Japon, financement 7 Millions US\$), les deux projets de DFID, « *Community Recovery in Eastern DRC* » (No 290, agence d'exécution : IRC), et « *North Kivu humanitarian crisis* » (No 294, Agence d'exécution : Unicef), et le projet en faveur des enfants soldats de l'ONG VIC (No 56, financement belge).

3.3 Justice

Hypothèse encadrant ce thème

Une tension se fait jour aussi dans la cohérence globale entre les objectifs de négociation et de fin de conflit, d'un côté, et la lutte pour la dénonciation des violations des droits de l'homme et contre l'impunité de l'autre. Les dynamiques de conflit et les efforts de résolution ont un impact important sur le système de justice en RDC, où se joue le sort d'approches innovantes comme la justice transitionnelle.

La cohérence entre les interventions en faveur de la paix et les interventions en faveur de la justice sera examinée sous l'angle du **mandat droits de l'homme de la MONUC, et des actions de justice transitionnelle.**

Comme peu de projets ont trait spécifiquement à la justice en RDC, et comme un petit nombre d'organisations ont bénéficié de financements successifs des bailleurs couverts par cette évaluation, l'équipe a décidé d'opérer un échantillonnage par organisme, plutôt que par projet. Ceci doit permettre une approche plus réaliste des effets des projets qu'en se concentrent uniquement sur des financements réduits. Les actions évaluées peuvent donc regrouper plusieurs projets.

Projets évalués en profondeur

1. REJUSCO (N° 9/10, Belgique, N° 289 DfID; N° 156 Pays Bas): Programme de la Restauration de la Justice à l'Est de la RDC:
 - a. Agence d'exécution: Coopération Technique Belge
 - b. Description : justice militaire et pénale, lutte contre les violences sexuelles
 - c. Lieu: Ituri; Nord Kivu; Sud Kivu
 - d. Contribution: 15 672 333 €(Commission Européenne: 7,9 million €; Belgium: 2,4 million €; The Netherlands: 1,1 million €; UK: 2,9 million €)
 - e. Period: 2006 – 2010

2. No 114, 124, 133, 134 Belgique: "Legal and judicial development, transitional justice, 2004-2010"
 - a. Agence d'exécution: Avocats Sans Frontières (Belgique):
 - b. Description: soutien au système juridique, surtout à Bukavu
 - c. Lieu: Kinshasa, Regional, Office in DRC (Bukavu), Eastern region in general
 - d. Contribution: 6 553 627 € (combinant Royaume Uni, Pays Bas, Union européenne, Suisse, Suède)
 - e. Période: 2004-2009

Projets évalués sur base d'entrevues et documents

3. N° 50, 59, 60, 61, Arrêter l'impunité lors des violations des droit de l'homme
 - a. Agence d'exécution: 11.11.11. (ONG belge)
 - b. Description: Justice transitionnelle en RDC
 - c. Lieu: Sud Kivu
 - d. Contribution: 500 000 €
 - e. Période: 2003 – 2007

4. N° 42, 113, 122, 126: "Restauration de l'état de droit en RDC".
 - a. Agence d'exécution: RCN (Réseau Citoyen/Citizens' Network)
 - b. Description: justice transitionnelle, se concentre beaucoup en Ituri
 - c. Location: East DRC (principally Ituri province)
 - d. Contribution: + 9 000 000 €
 - e. Period: 2002 – 2008

Projets évalués sur base documentaire seulement

5. N° 92, 121 Projet d'appui à la lutte contre l'impunité et au processus de réconciliation en RDC (Phase I & II)
 - a. Agence d'exécution: Commission Justice et Paix (ONG congolaise)
 - b. Description: Justice Transitionnelle au DRC
 - c. Lieu: Est de la RDC
 - d. Contribution: 85 955 €
 - e. Période: 2003 – 2007

6. N° 93, Soutien à la lutte contre l'impunité en soutien à la Cour Pénale Internationale
 - a. Agence d'exécution: Parliamentarians for Global Action (PGA)
 - b. Description: Series of seminars on the Rome Statute
 - c. Lieu: details encore à fournir
 - d. Contribution: 268 000 € Belgique (Commission Européenne, Pays Bas et la Suisse)
 - e. Période: 2008 – 2009

7. Nouveau projet : Soutien au système juridique et l'accès à la justice - le PNUD et le HCDH
 - a. Agence d'exécution: PNUD
 - b. Description: Accès à la justice et de la protection juridique pour les femmes
 - c. Lieu: Les Kivus
 - d. Contribution: -
 - e. Période: 2009 -

Le projet N° 116, Désarmement, démobilisation, réintégration (DDR) et lien avec la justice transitionnelle a dû être abandonné, depuis un examen plus approfondi a révélé qu'il s'agissait d'une étude menée par ICTJ en dehors de la RDC, et qui bien que pertinent dans une certaine mesure dans le contexte congolais, ne peut pas être considéré comme un projet congolais.

3.4 DDR et secteur de sécurité

Hypothèse encadrant ce thème

Un décalage significatif semble exister entre, d'une part, des orientations de politique globale très pertinentes des bailleurs (par exemple le soutien à la démobilisation des groupes armés et à la réintégration) et une exécution au niveau des projets qui reflète parfois des orientations très différentes. Ainsi, tandis que les bailleurs émettent

l'hypothèse que l'assistance humanitaire va apaiser les dynamiques conflictuelles, il semble au contraire que les organismes qui livrent ce type d'assistance ont du mal à maîtriser les effets nocifs, ou à profiter des effets positifs.

La question d'un clivage préjudiciable à la cohérence entre les orientations politiques et l'exécution est examinée sous le thème de la **réforme du secteur de sécurité et de la démobilisation**. On y voit comment des logiques très différentes peuvent prendre le pas sur une approche préventive.

Projets évalués en profondeur

1. N° 34, 278 Programme National DDR (PNDDR)
 - a. Agence d'exécution: Banque Mondiale-MDRP/PNDDR
 - b. Description: soutien aux clauses de demobilisation dans les accords de paix
 - c. Lieu: Niveau national
 - d. Contribution: N° 34 Belgique 2 000 000 €/ N° 278 PNUD 3 378 776 €
 - e. Période: 2003-2005, Nouvelle phase 2007 jusqu'à aujourd'hui

2. N° 321 DfID – Rétablissement de la chaîne des paiements pour les FARDC
 - a. Agence d'exécution: EUSEC
 - b. Description: Appui technique et en matériel lancé en 2004, statut de projet à EUSEC.
 - c. Lieu: Niveau national
 - d. Contribution: £ 1 313 000 (mais aussi appui en personnel de pays du comité de pilotage)
 - e. Période: une première période 12/2006 - 07/2007 et deuxième période 01/01/08 - 31/12/10

Projets évalués sur base d'entrevues et documents

3. N° 272 PNUD Relance communautaire, réintégration des ex-combatants et réduction des armes légères (ComRec)
 - a. Agence d'exécution: PNUD
 - b. Description: soutien économique et social après la phase de démobilisation
 - c. Lieu: Niveau national
 - d. Contribution: 15 656 000 € (Pays Bas, Belgique, DfID et Japon) puis augmenté à 30 000 000 €.
 - e. Période: 2003-2008

4. N°246 Japon: renforcement des capacités de la police des frontières

- a. Agence d'exécution: Organisation internationale pour les migrations (OIM)
- b. Description: formation et équipement pour 700 policiers à l'Est.
- c. Lieu: Nord et Sud Kivu
- d. Contribution: 2 039 151 €
- e. Période: Février 2008 à ce jour

5. N°341 UNICEF (source : Belgique) Prévention du recrutement, encadrement transitoire et réinsertion socio économique des enfants affectés par les conflits armés

- a. Implementing agency: UNICEF
- b. Description: Financé par la Banque Mondiale et la France ainsi que Unicef.
- c. Location: Nord Kivu, Sud Kivu, Ituri
- d. Contribution: 3 194 671 €
- e. Période: 2009-2010

Projets évalués sur base documentaire seulement

6. N°169/170, Pays Bas: MONUC Fond de Stabilisation/ UNSSSS

- a. Agence d'exécution: MONUC
- b. Description: Soutien au STAREC. Est devenu INSSSS depuis 2009.
- c. Location: Nord Kivu, Sud Kivu, Ituri
- d. Contribution: 13 556 160 €, et 5 767 200 € non-DAC).
- e. Période: 2007-2010

7. N° 150 Pays Bas. Amélioration du casernement FARDC et formation

- a. Agence d'exécution: South African Defence Forces
- b. Description: soutien à deux centres de casernement.
- c. Lieu: Nord Kivu (Rumangabo et Nyaleke)
- d. Contribution: 5 000 000 €
- e. Période: 2005-2009 (terminé)

8. N° 297 DFID. Soutien aux familles et populations dans les Brigades intégrées

- a. Agence d'exécution: PNUD
- b. Description: Soutien à 3 Brigades: Beni, Bunia and Bukavu.
- c. Lieu: Niveau national
- d. Contribution: 7 165 728 €
- e. Période: 2006 à 2010

9. N° 108 Belgique. Soutien aux plans d'action nationaux sur les armes légères au Burundi, RD-Congo et Rwanda

- a. Agence d'exécution: GRIP

- b. Description: lobby et soutien à la société civile.
- c. Lieu: Sous-régional (RDC, Rwanda, Burundi)
- d. Contribution: 374 000 €
- e. Période: 2006-2008

10. N° 135 Belgique. Soutien à l'application des recommandations des conférences de paix de Goma.

- a. Agence d'exécution: CAPAP ulg
- b. Description: Transcrit les décisions politiques en opérations.
- c. Lieu: Nord et Sud Kivu
- d. Contribution: 393 369 €
- e. Période: 2008

Un projet de la GTZ devait aussi être inclut, celui qui prend une approche communautaire sur la réintégration des enfants soldats, Numéro 179 pour €4,569 millions. Une première recherche a été entreprise en mars et a montré que ce projet s'est déroulé hors du champ de l'étude, au Maniéma. Comme l'approche était innovative il a été décidé de le couvrir tout de même, car il doit de plus former un futur projet au sud Kivu. Cette intention a pourtant été abandonnée lorsque l'équipe s'est rendu compte que personne dans les bureaux GTZ de Bukavu n'avait d'informations. Des recherches ont été faites avec ce bureau pour trouver un autre projet, mais infructueusement.

3.5 Renforcement des capacités

Hypothèse encadrant ce thème

La façon d'inclure les acteurs étatiques dans les projets est un sujet récurrent des entrevues réalisées au cours de l'évaluation, et la création de coalitions est un atout pour la prévention des conflits et le renforcement de la paix. Alors que le re-développement progressif des structures administratives dans le pays pousse beaucoup d'observateurs à la prudence, une première analyse montre que les structures de coopération effectives sont répandues dans de nombreuses régions du pays, et pratiquent intensivement le renforcement des capacités.

Le thème de la création de coalitions et du renforcement des capacités des autorités au niveau local est examiné sous l'angle de la gouvernance. On y examine en particulier la question de l'appropriation des stratégies de paix.

Projets évalués en profondeur

1. N° 250 Japon, Autonomisation Communautaire et Consolidation de la Paix à Ituri (ACCPI)
 - a) Agence d'exécution: PNUD avec FAO, UNICEF, UNHCR exécuté par des organisations partenaires (ONGs internationales et locales)
 - b) Description: constitution de mécanismes de résolution des conflits et d'accès aux services au niveau communautaire
 - c) Lieu: Ituri
 - d) Contribution: Japan 5 022 871,79 \$ US
 - e) Période: 2009-2010

2. N° 9+10 Belgique - Rétablissement de la Justice à l'Est du Congo – REJUSCO.

Projet couvert conjointement sous le thème "justice", voir plus haut

Projets évalués sur base d'entrevues et documents

3. N° 195 & 208 Allemagne. *Service Civil pour la Paix* – SCP (Civil Peace Service)
 - a. Agence d'exécution: EED (en collaboration avec des partenaires locaux)
 - b. Description: soutien ponctuel et tactique à des ONGs nationales
 - c. Lieu: Kinshasa, Goma, Bukavu, Lubumbashi (et autres régions)
 - d. Contribution: 2,840,871 €
 - e. Période: 2005-2011

4. N° 166 Pays Bas, Conflits, Paix, Sécurité - Dispositifs civils de prévention des conflits et construction de la paix (*Tomorrow is a new Day*)
 - a. Agence d'exécution: Search for Common Ground
 - b. Description: Réduction des niveaux de violence et le nombre de violations des droits de l'homme par les forces de sécurité en RDC
 - c. Lieu : Kinshasa, Goma, Bukavu
 - d. Contribution : 500 000 €
 - e. Période : 2007-

5. No. 308 DfID – Consolidation de la paix en RDC
 - a. Agence d'exécution: Life and Peace Institute
 - b. Description: formation de la société civile (formation technique et institutionnelle) à la résolution de conflits
 - c. Lieu : Sud et Nord Kivu
 - d. Contribution : 2 271 777 €
 - e. Période : 2005-2006 (partie du programme 2002-2010)

Projets évalués sur base documentaire seulement

6. N° 181, Allemagne: Fonds pour la consolidation de la paix
 - a. Agence d'exécution: KfW par GOPA (Consultant) en collaboration avec des ONGs locales et internationales
 - b. Description: petites infrastructures pour créer un « dividende de la paix » ciblant les questions de genre
 - c. Lieu : Domaines d'intervention sont les zones touchées par le conflit dans l'Est du Congo (Nord et Sud Kivu et Maniema), ainsi que Kinshasa et ses environs.
 - d. Contribution : 50 000 000 €
 - e. Période : 2008-2011

7. N° 307. DfID, Canada, Peace Building Through Leadership Training in the DRC
 - a. Agence d'exécution: Woodrow Wilson (WWCIS) Partenaire: Institute on Research and Negotiations in Europe (IRENE), ILCCE
 - b. Description: formations données aux principaux acteurs des négociations
 - c. Lieu : L'Est de RDC et Kinshasa
 - d. Contribution : 800 000 € (co-financement : Sida, Norad, UE, US, Canada)
 - e. Période : 2006-2008

8. N° 149: Pays Bas: Sécurisation du Processus Electoral au Congo **SPEC**, DMV/HH ZR UNDP/Police
 - a. Agence d'exécution: PNUD
 - b. Description: formations données à la police
 - c. Lieu : Niveau national
 - d. Contribution : 5 000 000 € (co-financement : Sida, Norad, UE, US, Canada)
 - e. Période : 2005 - 2007

9. N° 205: Allemagne - *Service Civil pour la Paix* – SCP (Civil Peace Service) Great Lakes Programme "Conflict transformation through reintegration of refugees, cross border reconciliation, etc."
 - a. Agence d'exécution: AGEH (ONG allemande)
 - b. Description: appui au rapatriement et réintégration
 - c. Lieu : Niveau national
 - d. Contribution : 1 720 705 € (jusqu'à 30.09.2009)
 - e. Période : 2007 - 2012

10. N° 74: Belgique - lutte contre la corruption. Banque Mondiale.
Le projet a été retiré car il n'a pas été possible d'obtenir des documents de la Banque Mondiale.

3.6 Coopération économique et secteur minier

Projets évalués en profondeur

1. New, British, DFID, Comesa and USAID Trade Flows Report
 - a. Agence d'exécution: International Alert, Pole Institute
 - b. Description: Etude et ateliers sur le commerce des ressources minières et le commerce transfrontalier
 - c. Lieu : Niveau régional (DR Congo, Zambia, Burundi, Rwanda and Uganda).
 - d. Contribution : £ 6.2 million (troisième phase)
 - e. Période : deuxième phase 2006-2007 (première phase 2006-2007 et troisième phase à commencer en 2010)

Projets évalués sur base d'entrevues et documents

2. N°58, Belgique. DGDC
 - a. Agence d'exécution: 11.11.11 (ONG belge)
 - b. Description: soutien à la société civile pour faire pression sur les autorités afin que l'exploitation des richesses naturelles contribue au développement
 - c. Lieu : Niveau national. Concentration de l'équipe : Innovation et Formation pour la Paix et le Développement, Kinshasa, Kisangani, Lubumbashi, Bukavu et autour du site de Banro, Sud Kivu
 - d. Contribution : 300 480 €
 - e. Période : 2008-2010
3. Ajouté à la base de données, Allemagne: Appui à la bonne gouvernance dans le secteur minier de la RDC
 - a. Agence d'exécution: GTZ
 - b. Description: assistants techniques basés à Kinshasa (Appui à la bonne gouvernance dans le secteur des ressources minérales en République démocratique du Congo)
 - c. Lieu : Niveau national, Kinshasa.
 - d. Contribution : 3 900 000 €
 - e. Période : 2009 – 2012 (première phase)

Projets évalués sur base documentaire seulement

4. N° 117 Belgique. Révision des contrats miniers.
 - a. Agence d'exécution: Centre Carter

- b. Description: Collecte d'information et soutien juridique au Ministère des mines.
- c. Lieu: Niveau national, Kinshasa
- d. Contribution: 150 000 €
- e. Période: 2007-2008

5. Ajouté à la base de données, Allemagne, GTZ Soutien à la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs
- a. Agence d'exécution: CIRGL
 - b. Description: initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles
 - c. Lieu: Niveau sous-régional
 - d. Contribution: Allemagne: 5 600 000 € (deuxième phase) BMZ
 - e. Période: Deuxième phase Janvier 2008 à Juin 2011. (première phase a débuté en 2004).

Trois projets prévus pour ce thème ont dû être abandonnés, le premier par manque d'informations dans les capitales ou les bureaux de terrain, les deux derniers car ils ne concernaient pas les trois provinces de l'Est :

1. N°206, Germany, Promoting peace alliances in the Great Lakes region; 1,545,107
2. N° 144, Belgium, "Geology for an economic sustainable development." EUR 540,000
3. N°119, Belgium, Task Force Mineral Resources in Central Africa (TF MIRECA)
Secteur: Gouvernement et société civile: Centrum Interdisciplinaire Stud – Vub.
1 million € 2007.

4 PREMIERES CONSTATATIONS

4.1 Description des résultats des ateliers d'analyse des conflits

La situation au Congo de 2002 à nos jours pourrait être caractérisée comme une série d'opérations, de regroupements et de réactions en chaîne. La gouvernance locale est inégale et largement influencée par le rôle des différentes forces en présence. Certaines zones sont caractérisées par la présence prédominante des milices et l'absence de l'autorité du gouvernement, largement absent. D'autres zones au contraire - plutôt en contexte urbain - ont été marquées par la double influence du pouvoir militaire et administratif

L'analyse de conflit comprend une série de facteurs critiques au niveau d'influence des projets, et qui fournissent la référence pour les analyses d'impact. Nous considérons en effet que pour surmonter le problème de l'ambiguïté des notions de paix et de conflit dans de nombreuses interventions, il importe de créer un cadre d'analyse relativement clair, isolant non pas tant les causes de conflit que les facteurs qui peuvent faire mouvoir la situation dans un sens ou dans l'autre. Nous nous attacherons à discerner les facteurs spécifiques qui augmentent ou diminuent la probabilité d'un accord durable.

Les analyses de conflit jouent donc un rôle fondamental pour notre évaluation. Elles se sont faites dans la phase 2 « politique » sur base documentaire, et dans la phase 3 « thématique » sur base d'ateliers participatifs. L'équipe a repris les analyses réalisées par des spécialistes et ses analyses propres, ainsi que les analyses des populations rencontrées.

Les accélérateurs de paix sont moins nombreux que les accélérateurs de conflit au niveau national et provincial (nous reprendrons donc plus souvent le terme « accélérateur de conflit » que le terme plus malaisé « accélérateur de paix ou de conflit⁶ »). La phase politique les a énumérés de la façon suivante:

- **Les accords de paix et les élections** répondent à un véritable désir de paix dans la population, tandis que les ressources naturelles constituent une incitation au

⁶ Il est à noter sur le plan de la méthodologie que l'aspect négatif ou positif (conflit ou paix) est le plus souvent contextuel : en effet un accélérateur peut dans certaines circonstances être favorable à l'un ou à l'autre sans pour autant changer d'identité. Ainsi la facilité croissante de transport dans une région peut ne pas exister à un moment donné (auquel cas cette absence devient accélérateur de conflit) ou alors apparaître dans la période couverte par l'évaluation (ce qui en fait un accélérateur de paix). Or il s'agit de la même tendance.

retour à la stabilité. L'attachement à l'unité nationale est très enraciné dans les populations de l'Est du Congo.

- **La sécurité s'est progressivement améliorée dans l'Est** du pays, à l'exception de certaines poches dans les Kivus où les programmes de relance prévus n'ont pas pu se mettre en œuvre (« les 5 chantiers »), provoquant des frustrations dans la population. Les pouvoirs restent très centralisés au sommet de l'Etat, et l'on assiste depuis un an à une fragmentation des groupes armés dans les Kivus.
- **Le processus de décentralisation est un relatif échec**, de nouvelles tensions et replis régionalistes se manifestent (Katanga, Bas-Congo, Kivu). Les relations avec les pays voisins restent ambiguës, notamment le Rwanda, soupçonné de projets continus d'ingérence.
- **L'ouverture démocratique et le respect des droits civils reste limités**, malgré quelques progrès après 2002 et les élections de 2006 (journalistes menacés, emprisonnements arbitraires, éliminations, nombreuses références de violations des droits de l'homme). La corruption reste très préoccupante.
- **La justice est encore incapable d'exercer ses missions**, elle reste dépendante du pouvoir politique, a peu de moyens, et manque de compétences. L'impunité reste la règle dominante.
- **La situation économique n'a pas été améliorée**. Malgré l'adoption de divers codes (forêts, mines), et les investissements en infrastructures (contrats avec la Chine notamment), les conditions ne sont pas réunies pour permettre une sécurisation des investissements privés.
- Un nouveau travail a été réalisé par les principaux bailleurs de fonds pour formuler des stratégies visant à améliorer le contrôle et la transparence du **secteur minier**. Cependant l'économie minière est surtout le fait d'un tissu artisanal (faisant vivre environ 15% de la population) qui pour l'instant ne bénéficie pas ou peu d'actions d'accompagnement, et tombe sous la coupe d'acteurs criminels transnationaux.
- **Le contexte régional s'est apaisé**. Des améliorations notables ont été obtenues, en partie liées aux efforts conduits dans le cadre de la Conférence Internationale des Grands lacs et le mécanisme « tripartite + 1 ».

D'autres analyses reprennent les particularités de chaque province, chacune de ces provinces offrent ses conflits spécifiques et ses situations particulières, qu'il est important de saisir. Cette analyse plus particulière a été faite sur base des analyses participatives de cartographie des conflits⁷.

Les ateliers de cartographie des conflits (dont la méthodologie est décrite dans le rapport de phase préliminaire) sont une façon pour l'équipe de valider ces analyses de conflit réalisées de façon documentaire et sur base d'expertise, en plongeant dans la connaissance et l'expérience des parties prenantes sur le terrain. Ils se concentrent à un niveau provincial, voir territorial.

Dans la description des résultats de ces ateliers, qui créent des cartes de dynamiques, le nombre de flèches dénote l'importance donnée (de façon indirecte) par les participants à un facteur. Elles sont notées entre parenthèses comme des interconnexions.

ATELIER Shabunda (modéré par Laurent de Valensart et Justine Elakano)

Description des participants

Les neuf participants à cet atelier proviennent de la société civile, de la mission catholique, de l'administration, de deux ONG locales, des medias, de la Commission Electorale Indépendante et du corps médical. La séance a duré quatre heures.

Liste des accélérateurs de conflits/paix

- L'absence de l'Etat » (12 connexions)
- L'enclavement/l'absence de route (qui rend les mouvements armés inexpugnables et empêche le développement de l'économie locale, favorisant l'inactivité des jeunes et donc leur recrutement dans des bandes armées)
- Le chômage et l'inactivité (des jeunes en particulier)
- La libéralisation de l'exploitation minière, qui provoque une compétition pour l'accès à des « carrés miniers » (concessions)
- Mauvaise réglementation de la propriété foncière et comportement des agents de l'Etat chargés de la faire respecter (qui « vendent la terre derrière le dos des propriétaires »)

⁷ Cette méthode a été codifiée par Channel et se trouve appliquée par un nombre croissant d'acteurs dans la consolidation de la paix.

- L'impunité en général
- Le comportement de la Police d'Intervention Rapide (PIR) qui commet des exactions et pille les biens des communautés villageoises qui, en réaction, s'organisent en groupements d'auto-défense (Raiya Mutomboshi)
- Le manque d'éducation et d'infrastructures de santé qui favorise le recours à des croyances et à des coutumes violentes
- La passivité de la MONUC (1 connexion)

L'accélérateur le plus fréquemment cité a été « l'absence de l'Etat » qui n'exerce pas son rôle régulateur et qui n'assure pas les services de base à la population (12 connexions). Le nombre de connexions pour les autres accélérateurs étaient de deux à cinq en moyenne. Tous ces accélérateurs sont étroitement liés au premier (mis à part « la passivité de la MONUC »).

ATELIER : Bukavu - bureau EUSEC (modéré par Emery Brusset et Nynke Douma)

Description des participants

Les participants à cet atelier ont été choisis parmi les parties prenantes d'EUSEC, et sont donc en grande partie liée au secteur de sécurité (chargé de liaison MONUC, militaires expatriés, universitaires). Une observation concernant la constitution du groupe des participants est que la participation des expatriés a dominé. La séance a duré 1h45.

Liste des accélérateurs de conflit ou de paix

- Contrôle économie minière/économie de guerre (11)
- Chaînes de commandement parallèles (10)
- Opération Amani Leo (10)
- Mobilisation d'autres groupes armés (9)
- Effondrement du secteur agricole (8)
- Faible capacités gouvernementales (7)
- Accords de Goma (7)
- Base économique de l'état/taxes et investissements (7)
- Arrivée des réfugiés Rwandais (6)
- Déception sur la politique par la population (6)
- Exactions contre la population (6)

Dans cette liste des événements et tendances il est à constater qu'un nombre de vecteurs contextuels expliquent pourquoi certains effets se sont produits, sans faire l'objet direct des interventions possibles (ex. accords de Goma, arrivée des réfugiés). Par ailleurs,

cette liste présente plusieurs éléments qui sont liés aux problèmes posés par les porteurs d'armes (par exemple chaîne de commandement, économie de guerre, groupes armés). Il est intéressant de constater que cette liste exprime l'absence de certaines fonctions de base d'un état, notamment au niveau de sa gestion ainsi que la possibilité (volonté) d'assurer un niveau de vie minimal (ex. secteur économique, base économique de l'état). La MONUC n'est pas mentionnée.

ATELIER : Goma – Hôtel Ihusi (modéré par Emery Brusset)

Description des participants

Le groupe est en quelques sortes un sous-groupe du groupe consultatif de Goma, composé de membres du gouvernement (services de lutte contre la corruption, Chef de Cabinet du Ministère du plan), quelques ONG et quelques intellectuels congolais. La réunion a duré 2h15.

Liste des accélérateurs de conflit/paix

- Faiblesse de l'état (impunité) et de l'armée (culture du droit fait la force) (12 connexions)
- Plusieurs initiatives militaires du CNDP (cumul de 13 connexions)
- Sun City (10 connexions) lié au soutien international (10 connexions)
- Pressions internationales à certains points (10 connexions)
- Prolifération des armes (7 connexions)
- Extension des zones RCD à un moment 2000-2002 (7 connexions)
- Accords secrets sur le secteur minier en 2000 (6 connexions)
- Apparition des groupes Maiï Maiï (6 connexions)
- Les accords de Goma (5 connexions)
- 2010 : déception des populations et augmentation de l'insécurité (3 connexions)

Il est frappant de constater ici une interruption entre deux flux de conflit peu après les élections, où les anciennes dynamiques négatives laissent la place à de nouvelles plus positives, en 2006-2007 - phase à laquelle succède une nouvelle période de déception et de plus grande confusion (à partir de 2007).

Il est à noter que quatre nœuds mentionnent des initiatives de la milice politique CNDP Nkunda. Comme la méthodologie de cartographie permet de cumuler les accélérateurs qui sont identiques et de compter le nombre de flèches, il est possible d'identifier 13 flèches correspondant à ce groupe dans le Nord Kivu. Leur séparation a motivé de les placer pourtant en deuxième position.

ATELIER : Goma – Hôtel CAP Kivu (modéré par Nynke Douma et Cécile Collin)

Description des participants

Le groupe des participants a reflété des couches sociales différentes, y compris certaines organisations exécutant des projets sous évaluation, certains chefs coutumiers, les ONGs locales. Pendant la session, beaucoup des discussions se sont focalisées sur l'influence (in)directe du pays voisin, Rwanda, ce qui apparemment a fortement impacté (et frustré) les acteurs opérants au Nord Kivu. La séance a duré trois heures.

Liste des accélérateurs de conflit

Les accélérateurs de conflit qui sont ressortis comme prioritaires incluent certains événements hors de la sphère d'influence des ONGs, mais pour la plupart ce sont des tendances ouvertes à une influence.

- Prolifération des armes/distribution des armes (blanches et feu) (11 connexions)
- La création du CNDP (9)
- La présence des zones de non-droit (absence état de droit) (9)
- La complicité/manque de volonté/et faible capacité de l'état Congolaise dans la non-résolution des groupes armés/circulation des armes/exploitation etc. (8)
- Les guerres interethniques (7)
- Les divers massacres/tueries (7)
- L'irréductibilité du Rwanda (vouloir mettre sa main sur l'est du Congo, lié aux intérêts minières/richesses/terre, Rwanda est un pays de 'passage' pour les intérêts miniers occidentaux, etc.) (7)
- La mauvaise gestion de l'armée (lié encore à l'absence de l'état, absence des soldats, intégration des groupes armés, etc.) (6)
- La présence d'une administration parallèle (6)
- Les intérêts de divers groupes armés et les pays voisins de vouloir exploiter les ressources naturelles (6)
- L'arrivée des réfugiés Rwandais après le génocide y compris les hommes armés/génocidaires (6)
- Les problèmes liés à la gestion des terres (conflits gestion coutumière-administratifs, lien à l'identité, baisse de pouvoir coutumier à cause des rebellions, etc.) (5)
- Les violences sexuelles (5)
- L'état déplorable des conditions de vie de la population (lié aux déplacements, problèmes fonciers, etc.) (5)

Les participants constatent que la restauration du pouvoir de l'état est un vecteur très important, mais qu'il est peu touché par les interventions soutenues par les bailleurs internationaux. Le même point peut être constaté pour les intérêts liés à l'exploitation

minière et la prolifération des armes/groupes armés. En analysant la liste, on peut aussi constater que beaucoup des vecteurs sont liés à l’incapacité (et au manque volonté) de gérer les groupes armés.

ATELIER : Bunia (modéré par Maria Bak et Ralf Otto)

Description des participants

Les participants provenaient des organisations impliquées par le champ de l’évaluation, basé sur la liste des opérateurs fournie par OCHA. Le Gouverneur du territoire était aussi présent. La séance a duré trois heures.

Liste des accélérateurs de conflit

Deux centres de conflit sont apparus sur la carte. Le premier est d’origine foncière, lié à l’histoire de la Province Orientale (accès plus ou moins limité à la terre pour les Hemas et les Lendus). Il est aussi lié à la faiblesse de l’état (faiblesse du système judiciaire et interventions armées). Cet accélérateur reste très réel et peut être réactivé à tout moment, alors que globalement la situation est apaisée dans l’Ituri.

Le mandat du type “Chapitre 6” (référence à la Charte de l’Onu et à un usage modéré de la force) est un autre accélérateur significatif, cette fois de paix. Un renforcement de sa présence accompagne une série d’évènements marquant un apaisement. L’annonce d’un possible départ de la MONUC a provoqué un regain de tension, au moment de la visite de l’équipe.

Les principaux accélérateurs sont :

- MONUC Chapitre 6 (8 connexions)
- Problèmes fonciers (7 connexions)
- Prolifération des groupes armés (3 connexions)
- Elections nationales (3 connexions)
- Rétablissement des institutions de la RDC (3 connexions)

La justice a été peu mentionnée, ainsi que les ressources naturelles. La violence sexuelle n’a pas du tout été mentionnée.

Atelier de Bunia (modéré par Cécile Collin)

Description des participants

Les participants à ce groupe étaient essentiellement des fonctionnaires locaux et du personnel des ONGs locales. Un seul participant était du personnel d'une organisation internationale. La séance a duré quatre heures.

Liste des accélérateurs de conflit

- Enjeux internationaux, colonisation économique, aide liée (9).
- Mauvaise gouvernance, mauvais encadrement politique. (9)
- Rebellions à répétition (7)
- Manipulation des populations (7)
- Déstabilisation permanente / insécurité (6)
- Manque de capacités locales (5)
- Manque de recettes locales (5)
- Ignorance des droits de la population (5)
- Division des élites (5)
- Affaiblissement de l'armée (4)
- Porosité des frontières (4)
- Conflits interethniques (4)

Cette cartographie des conflits met en évidence des éléments nouveaux tels que la faiblesse des élites et leur manque de formation. Les relations avec la communauté internationale sont vues comme un accélérateur de conflit au centre de la problématique congolaise. En effet le rôle de la communauté internationale est considéré comme premier dans ce conflit à la fois à cause des raisons historiques - colonisation puis gestion de l'indépendance - et à la fois pour des raisons politico-économiques - les intérêts des puissances régionales et des organisations internationales influençant le contexte moderne de la RDC.

On remarque que les participants n'ont pas de vision claire de l'aide. Beaucoup pensent que l'aide est liée, comme cela a pu être le cas sous Mobutu, ou qu'elle impose des contraintes structurelles trop fortes, notamment celles du FMI. Cependant, les participants font preuve d'une attente très importante de la responsabilité de la communauté internationale dans le renforcement des capacités locales et dans le développement de la RDC.

La question de la capacité de l'état est presque toujours identifiée comme une cause majeure de la situation instable dans les cartographies de conflit.

On note la mention de rebellions « structurelles » en RDC, qui ont lieu tous les dix ans, et donc ne sont pas liées directement à la problématique régionale. On note aussi la différence des structures de conflit entre les Kivus et l'Ituri, où il n'y a pas eu de groupes armés étrangers présents directement dans la zone (sauf l'armée ougandaise aux côtés des groupes locaux UPC et FNI au début du conflit). Les problématiques spécifiques de l'Ituri, habituellement les questions foncières et migrations, sont peu évoquées par les participants, malgré plusieurs questions sur le sujet.

ATELIER : Bukavu, à propos du Territoire de Kalehe (modéré par Rachel Perks et Koen Vlassenroot)

Information sur les participants

Cinq représentants de la société civile, provenant de Kalehe, une région fertile et productrice de minéraux qui vient d'être reprise des FDLR. De nombreuses défections des FARDC s'y superposent à un retour problématique de réfugiés Tutsis, menant à de graves conflits fonciers. Les ex-militaires se plaignent de ne pas avoir été soutenus, et de voir un meilleur traitement accordé aux membres du groupe armé du CNDP (soutenu par le Rwanda). La réunion a duré deux heures trente.

Liste des accélérateurs de conflit

- Manque de progrès dans l'intégration de l'armée (5 connexions)
- Prolifération d'acteurs non-étatiques armés (5 connexions)
- Désintégration de l'armée à Kalehe (4 connexions)
- Contrôle concurrent sur les zones minières (3 connexions)
- Absence de capacité de l'état (3 connexions)
- Manque de progrès dans la résolution locale des conflits fonciers (3 connexions)
- Violations des droits de l'homme par les FARDC pendant les campagnes contre les FDLR (3 connexions)

Ces dynamiques sont en lien avec le peu d'incitations disponibles dans les territoires éloignés pour la réintégration, surtout pour les porteurs d'armes.

4.2 Conclusions émergentes

Les thèmes émergents présentés ici ne sont transcrits que pour donner au lecteur une idée de la direction des conclusions et de la richesse des informations couvertes. Ce texte doit aussi permettre à l'équipe d'évaluation de découvrir les aspects plus généraux

partagés par chacun, et ceux qui diffèrent. Ils ne doivent en aucun cas être pris comme une première présentation des conclusions de l'évaluation qui seront présentées dans le cadre du rapport de synthèse.

Il est à noter que nous avons attaché une importance particulière aux commentaires faits par les groupes consultatifs. Ceux-ci ont été notés dans des procès verbaux informels (qui leurs seront transmis), et sont repris ici sous forme de problématiques propres à chacun des thèmes.

Thème humanitaire

En reprenant l'hypothèse du cloisonnement, le thème humanitaire a retrouvé tout d'abord une absence de contact direct avec les populations, même au sein des agences humanitaires. Ainsi il est frappant de voir l'acuité du problème de l'adéquation des moyens (limités) aux besoins (illimités) dans ce pays, qui reste de surcroît difficile à pénétrer. Ceci met en avant l'importance du ciblage des besoins et des groupes. Or les agences humanitaires font un ciblage qui est souvent conçu de façon technique, difficile à maintenir ou appliquer pour des raisons de logistique ou de manque d'informations, et difficile à communiquer aux populations. Cela exacerbe les tensions parfois entre les agences et les populations, mais aussi entre les populations.

Dans un effort pour avoir une approche intégrée, certaines ONG appliquent une approche de centre de développement communautaire. Ces CDC reproduisent bien les efforts de construction des stratégies locales en les fédérant, mais sans ancrage dans un plan territorial plus large, ce qui contribue alors à couper les communautés ciblées, et créant un risque de morcellement du pays.

Le cloisonnement se manifeste par exemple dans la lutte contre l'impunité au sujet des violences sexuelles, qui répond à un besoin né dans la guerre. Or il existe en ce moment une mutation, où ces violences s'ancrent et se retrouvent de plus en plus dans la culture des villages, où cela risque de devenir acceptable.

Or peu de composantes de projets incluent un aspect préventif. Peu d'organismes posent la question: pourquoi les hommes commettent-ils ces actes ? Ainsi la dimension préventive des violences, les causes, sont peu touchées – alors que les violences sexuelles donnent lieu à la création de nombreuses ONGs qui sont décrites comme une industrie.

Ce cloisonnement se retrouve à un niveau plus global, par exemple dans le travail de la MONUC. Celle-ci voit son mandat continuellement renouvelé, ce qui donne une

définition tout à fait momentanée à son efficacité, et tend à privilégier des actes isolés, plus spectaculaires. Or la protection exige une approche sur la durée. Les projets ISSS et STAREC ont tendance à se concentrer là où les violations sont commises, ce qui contribue à un affaiblissement de l'approche préventive, ou des stratégies de sortie de crise.

Thème Justice

L'impact des conflits sur le système de justice de RDC est évident, et particulièrement prononcé dans les territoires plus reculés. Alors que l'influence de la justice comme facteur régulateur de conflits est reconnu, il est frappant de constater le peu de soutien donné par les interventions internationales à certains points névralgiques, tels que le secteur des prisons, et celui du droit foncier. D'autres secteurs attirent énormément d'attention, tel que l'impunité dans la lutte contre les violences sexuelles, alors que des formes plus générales d'impunité restent relativement peu traitées.

Le danger présent pour tous les projets dans ce domaine est celui de la substitution à l'état. L'absence chronique de ressources pousse naturellement les acteurs à reprendre pour eux le rôle des autorités, par exemple dans la reconstruction d'établissements, ou la fourniture de suppléments de salaire. La notion de responsabilisation des autorités reste très embryonnaire dans la programmation, et figure peu dans les objectifs ou les indicateurs.

L'évaluation a trouvé sur le terrain une véritable bifurcation dans les pratiques des organismes de coopération. Certains, ignorant le processus de décentralisation, apportent des solutions préconçues au niveau local, avec un minimum de concertation, ce qui complique l'exécution des projets à un degré grave. D'autres se font au contraire proches des parties prenantes, et nettement plus participatifs. On pourra noter ici en particulier l'importance du facteur personnel, de la façon dont les projets se font, qui prime beaucoup sur la qualité des stratégies d'intervention mêmes.

Malgré une forte augmentation de la coordination dans le secteur, l'équipe a croisé souvent des exemples d'interventions très ponctuelles, peu reliées aux stratégies d'autres acteurs. Dans les cas où cela mène à une substitution effective au rôle de l'état, les stratégies de relais sont inexistantes, ce qui mène à des interruptions soudaines des services fournis, tel que le cas de détenus qui ne sont plus transportés depuis les cachots de la police, et attendent dans des conditions inhumaines. On semble souvent assister à une approche « pointiliste », qui a du mal à prendre en compte la durée, et une très faible volonté politique.

Thème Secteur Sécurité

Le thème secteur de sécurité s'est penché sur l'importance de la compréhension et la reprise des stratégies des acteurs locaux. Ceci se voit en particulier sur la question des groupes prioritaires, qui sont paradoxalement souvent intouchables pour l'aide internationale. Alors qu'un besoin essentiel est de garder les groupes armés au sein des FARDC par exemple, les ONGs n'osent s'approcher de ce groupe cible, et en particulier des familles des porteurs d'armes, dont les conditions de vie sont très mauvaises. Or ce sont ces familles qui feront pression sur les soldats pour redevenir des groupes hors la loi, où les conditions matérielles sont parfois meilleures.

Les organismes qui traitent de la réforme du secteur de sécurité touchent à des thèmes très centraux de la prévention des conflits (par exemple le recouplement des circuits de paiement et des chaînes de commandement), mais ne peut briser certaines stratégies occultes – par manque de continuité et de moyens.

On le retrouve dans la question des effets pervers des accords de paix. L'Accord de Goma, suivi du processus Amani, a provoqué une augmentation de la présence des groupes armés. Bien que l'objectif de l'Accord de Goma visait à remédier à l'insécurité due au CNDP, cet accord a eu pour conséquence de permettre à toutes les factions armées du Nord et du Sud du Kivu de participer aux négociations. Et qui plus est, de nouvelles factions armées se sont créées et d'anciennes se sont redynamisées dans le but de négocier un certain nombre de bénéfices politiques et économiques.

Ainsi le Gouvernement a pris conscience de ces interactions corrosives entre les négociations de paix et l'insécurité persistante dans l'est de la RDC, et le Président Kabila a décidé de déclarer finalisées les composantes politiques et purement militaires du DDR (les négociations et la réinsertion des groupes armés dans l'armée nationale) et de ne concentrer l'attention que sur les dividendes techniques de stabilisation.

Les visites de terrain ont montré que dans l'Est du Congo, les milices se sont formées pour assurer la protection des communautés (surtout au début de la guerre lors des nombreuses incursions des groupes locaux de Maï Maï). Elles sont aussi issues des intérêts politiques et économiques (souvent peu transparents) liés à l'accès aux ressources. Dans ces deux cas, les chefs traditionnels locaux ont joué un rôle de « relais » entre les chefs des milices et les communautés locales. Toutefois, le processus du DDR, dans ses efforts pour « déconnecter » les membres des communautés et les ex-

combattants des milices armées, n'a pas tenu suffisamment compte de la position et du rôle des chefs traditionnels.

Par ailleurs, les chefs traditionnels ont aussi été ciblés par les milices armées, un facteur important qui a contribué à la rupture de l'autorité traditionnelle et de la cohésion sociale nécessaire à la prévention de conflits, à la construction de la paix ainsi qu'à l'intégration réussie des ex-combattants.

Dans le contexte des divers accords de paix, les arrangements conformes aux requêtes individuelles des groupes armés ont été privilégiés, au détriment de processus plus réfléchis et structurés destinés à rompre les liens entre la guerre et les politiques basées sur les intérêts économiques.

Bien que la phase de désarmement et de démobilisation ait réussi jusqu'à un certain point, le processus de réinsertion a globalement échoué. Ceci est dû en partie aux obstacles liés à la planification et à la budgétisation dans le contexte spécifique de la RDC. La gestion plutôt centralisée du processus a joué un rôle négatif, grâce auquel les organisations communautaires n'ont été que marginalement consultées et n'ont joué un rôle d'exécutant qu'aux derniers échelons de la longue chaîne de sous-traitants, menant à une perte de motivation. Alors que des résultats impressionnants ont été réalisés dans le rétablissement des chaînes de paiements des salaires, par exemple, le système cesse de fonctionner pour les unités éloignées des FARDC.

En conséquence, des retards considérables dans le démarrage des opérations de réinsertion (jusqu'à quatre ans parfois) ont été notés durant nos visites de terrain. De plus, la prolifération des acteurs dans les territoires a multiplié les coûts administratifs, diminuant ainsi la part des ex-combattants. La corruption a aussi joué un rôle, même s'il est difficile de la prouver et de la chiffrer.

Ces limites de l'action internationale et nationale présente de sérieux risques en termes de re-mobilisation, et a accru les menaces sécuritaires (pillage, vol armés, etc.) pour diverses raisons : de nombreux ex-combattants ont eu à attendre trop longtemps, n'ont jamais été pris en compte, ou enfin le soutien qui leur a été procuré n'était pas suffisant pour leur permettre de gagner leur vie.

Nous avons observé que la réforme du secteur de la sécurité a été planifiée pour la RDC de telle sorte que les interventions sur le terrain (en ligne avec des stratégies coordonnées telles que celles de l'UNSSSS devenue l'ISSSS) semblent précéder les plans du gouvernement et l'adoption d'une législation nationale adéquate. Ce qui a eu pour effet à la fois d'en limiter l'appropriation par la RDC et d'entraver les possibilités des

agences internationales de s'engager à part entière dans des interventions structurées et complémentaires.

En ligne avec ce qui précède, le gouvernement congolais a exprimé récemment sa volonté de donner la priorité aux arrangements bilatéraux concernant la réforme du secteur de sécurité, aux dépens des plans de réformes multilatérales. Compte tenu de l'absence de lois promulguées et de législation adéquate pour la soutenir, les agences internationales devront réfléchir à des structures alternatives et complémentaires pour la coordination des interventions.

De plus, le soutien des bailleurs de fonds internationaux à la réforme du secteur de la sécurité semble favoriser les interventions sur les sections non militaires comme la police par exemple. Ceci est dû au concept occidental des différents rôles des services de sécurité dans un environnement de démocratie (émergente) où la police est considérée comme le principal facteur de sécurité. Cet aspect est également lié à la réticence des ONGs de traiter avec les FARDC en raison de leur perception de l'armée comme un groupe de criminels (stéréotype). Dès lors, un soutien à la réforme du secteur de la sécurité qui serait mal réparti peut accroître le fossé entre la police et l'armée.

Thème Renforcement des Capacités

Les éléments de renforcement des capacités se retrouvent dans presque toutes les opérations, et ce parfois sans que cela soit clairement déclaré. Ainsi d'une certaine façon le thème devient une dimension transversale de tous les programmes en RDC. L'hypothèse de l'étude, que cet élément caché est une force pour la prévention des conflits et le renforcement de la paix, semble se vérifier.

Pour certaines opérations, le renforcement des capacités est limité aux personnes qui participent aux opérations, pour d'autres, il s'étend plus largement aux partenaires locaux, aux ONGs, aux groupes communautaires et aux autorités locales. Pourtant ces éléments de renforcement des capacités se caractérisent par leur courte durée, par des interventions ponctuelles et par l'absence de suivi.

Les efforts qui tendent à renforcer les capacités négligent souvent le fait qu'au niveau local, la capacité institutionnelle, et en particulier celle des autorités locales, est pratiquement inexistante. Toutes les parties prenantes se plaignent de l'absence de capacités des acteurs locaux et des défis du contexte local tels que la corruption, la centralisation et les grandes distances. Le renforcement des capacités prend du temps, c'est bien connu. Cependant il y a peu d'initiatives qui ont une approche à long terme,

avec une continuité dans le temps, un engagement clair et un objectif réaliste pour le développement des capacités.

Les efforts de renforcement des capacités sont souvent soumis aux intérêts des agences internationales. Ces dernières sont souvent sous pression pour réaliser leurs propres programmes dans un délai défini, de sorte que la réalisation de ces programmes prime sur le développement des capacités d'un partenaire local ou d'un homologue local.

Les coalitions qui ont été créées entre les agences internationales, les partenaires locaux, les comités communautaires, les ONGs et les autorités locales ne sont pas suffisamment mises à profit pour renforcer la capacité de façon systématique dès le début de la mise en œuvre des activités, et surtout échappent à de véritables stratégies de prévention de conflit. Il est en effet généralement admis que pour prévenir, il faut s'allier avec un acteur ou l'autre.

Des stratégies de départ et de transmission aux acteurs locaux sont habituellement formulées, mais elles sont vagues et souvent très optimistes. Ceci est particulièrement vrai lorsque les autorités d'état sont censées reprendre les opérations, ou lorsque l'état est censé mobiliser les ressources pour ces opérations.

Certains exemples de solutions innovatrices pour la mobilisation des ressources ont été observés. Ils semblent être adaptés au contexte local, mais ne semblent pas être acceptables pour la communauté internationale (par exemple l'armée ne vole pas la population mais lui demande une contribution ; les forces de la police locale utilisent les avoirs du commerce local pour financer la station de la police). Pendant les visites de projets, les évaluateurs ont observé que l'état est trop faible pour jouer un rôle actif et reprendre la responsabilité des opérations après la mise en place des projets. Dès lors il est essentiel de continuer à renforcer les capacités autour des activités de projet pour assurer la durabilité de ces activités.

Les processus de consultation avec les autorités locales et les représentants des communautés fait pourtant partie de la plupart des projets. Il s'agit le plus souvent de processus d'échange d'informations plutôt que de processus menant à l'appropriation par les acteurs locaux. Les mécanismes sont en place et l'efficacité de leur utilisation dépend des participants. Cependant ni les acteurs internationaux, ni les acteurs locaux, n'exploitent les potentialités à fond.

Quelques initiatives de renforcement des capacités, très pertinentes par ailleurs, liées aux programmes de gouvernance et de consolidation de la paix, touchent aux faiblesses inhérentes aux systèmes internationaux, notamment liés à la durée du financement

(souvent trop courts), la prévisibilité des appuis (stratégies de une à trois années seulement), la coordination, les retards de décaissements et l'achèvement du projet et sa transmission.

Thème Ressources Naturelles et Régionalisation

L'hypothèse de départ sur la pertinence des initiatives de traçabilité et de certification pour traiter les accélérateurs de conflits dans les provinces du Kivu se confirme à la suite des visites de terrain. Mais l'évaluation montre que ces initiatives restent encore trop superficielles.

Il y a un consensus évident parmi tous les acteurs interviewés, selon lequel tout effort pour rendre le commerce artisanal de minerais « traçable » et « propre » est une activité hautement valable. L'alternative, un embargo sur les minerais achetés à l'est du Congo, sera malvenue parmi les intervenants congolais (gouvernement, mineurs artisanaux, comptoirs, négociants, société civile et compagnies minières à grande échelle).

Les intérêts économiques sont principalement à l'origine de ce consensus. Bien que les impacts sociaux et environnementaux et les impacts sur la gouvernance de l'artisanat minier soient importants, les efforts de traçabilité et de certification portent essentiellement sur la préservation du commerce, plutôt que l'amélioration des conditions dans lesquelles l'artisanat minier opère dans les provinces du Kivu, et en particulier aux niveaux les plus bas de la chaîne des produits.

Les initiatives minières qui ont inclus une composante socio-économique ont une approche progressive ou des clauses volontaires pour l'amélioration des conditions de travail pour le secteur des orpailleurs ou mineurs artisanaux. Mais il n'y a pas de motivations claires ni de « business case » suffisants pour encourager les acheteurs, les commerçants et le gouvernement à parfaire leur certification, afin d'y inclure les conditions de travail et l'impact environnemental.

Ceci n'est pas une raison de fuir ce secteur, au contraire. La dénomination « conflict minerals » (« minerais des conflits ») mérite d'être examinée plus attentivement pour éviter une généralisation excessive dans l'est du Congo. La part des mines qui sont actuellement sous contrôle direct des groupes armés et qui alimentent les conflits n'est pas encore entièrement connue. Il en est de même des conditions locales et de l'organisation au sein des mines. Plusieurs analyses récentes indiquent qu'en réalité la majorité des mines ne sont pas sous contrôle direct des groupes armés, bien qu'il y ait un certain degré de présence militaire pour plusieurs raisons (protection des

communautés, prélèvement des impôts, etc.). Le contrôle par les groupes rebelles est souvent effectué par des intermédiaires.

La conclusion dominante qui ressort des divers entretiens est la possibilité que les régions minières sélectionnées pour des initiatives pilotes soient, dans l'ensemble, des sites où les FARDC sont présentes. Ce qui ne veut pas dire qu'elles opèrent les mines mais qu'elles y assurent un rôle central de sécurité et de gouvernance communautaire. Ceci entraîne le risque que les FARDC assurent et maintiennent leur position autour des sites au lieu de remettre le mandat de la sécurité publique aux agents de droit, c'est-à-dire à la Police des Mines. Une nouvelle gouvernance locale est nécessaire cependant dans ces sites afin d'assurer une certaine protection aux mineurs.

Alors que retracer les filières des minerais à partir des sites aiderait potentiellement à rendre le contrôle des sites plus transparent, cela pourrait par inadvertance transmettre le message aux communautés locales que la présence des FARDC et le contrôle potentiel des sites est acceptable pour la communauté internationale et les acheteurs internationaux.

En général il semble qu'il y ait une volonté de la part de toutes les parties prenantes de travailler de façon conjointe, pour éviter un embargo sur le commerce minier de l'est du Congo. Cette volonté se retrouve à des degrés divers chez chaque partie prenante, bien qu'une certaine compétition ait pu être observée parmi les bailleurs de fonds par rapport à l'institution qui devrait être renforcée (ITRI, GTZ-BGR, Centre de Négoces, ICGLR-GTZ régional, « due diligence, de l'OCDE etc.).

Cette compétition présente un véritable risque de confusion, laquelle est visible lors des tentatives par des donateurs étrangers (qu'ils soient publics ou privés) de financer des projets pilotes. Ceux-ci ont peu de liens clairs entre eux à ce stade. Si cette compétition s'intensifie autour des différents projets, une confusion sur la coordination et les mandats risque de se produire.

Les organisations de la société civile ont le sentiment que l'engouement actuel pour les minerais est parallèle à la tendance, qui s'est fait jour il y a quelques années, de soutenir la violence sexuelle basée sur le genre. Comme beaucoup d'entre elles l'affirment : « Les minerais sont devenus la nouvelle violence sexuelle basée sur le genre ».

Cette observation, si elle est justifiée, est préoccupante dans la mesure où elle dénote un risque pour ce domaine d'intervention, et la création d'un environnement propice à l'opportunisme, dans lequel les organisations s'établissent précipitamment, obtiennent les créances nécessaires pour fonctionner dans le secteur, sans être suffisamment

informées, équipées ou mandatées.

Pour tout le secteur minier (qu'il soit à grande échelle ou artisanal), la capacité du gouvernement est essentielle pour que les interventions soient couronnées de succès. Il y a toutefois un fossé considérable dans la planification des initiatives dans la mesure où cette composante n'est pas prise en compte. Bien que PROMINES ait mis fortement l'accent sur la gouvernance et la capacité des institutions minières, ce projet ne débutera que dans six à huit mois. Dans l'intérim, d'autres solutions pour améliorer la capacité seront nécessaires.

Il existe des initiatives qui portent sur d'autres questions de commerce que le secteur minier et qui méritent plus d'attention de la part des bailleurs de fonds. Par exemple, « Le Commerce au Service de la Paix » a eu un impact remarquable jusqu'à présent, surtout grâce au fait que cette initiative prend en compte la capacité du gouvernement et les mécanismes du commerce. De plus, le concept du « Zone Planning » de la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs (ICGLR), bien qu'à ses débuts pourrait aussi devenir un vecteur important pour développer les relations intergouvernementales et commerciales aux frontières de la RDC.

Quelques Conclusions générales

Trois grands axes se font jour dans notre analyse, qui sont communs à ces conclusions :

1. L'aide internationale se concentre sur des manifestations plus criantes du conflit, mais a du mal à se faire préventive. Les stratégies et les perceptions des acteurs qui agissent à la source de ces aspects restent inconnues. Les stratégies des bailleurs par contre ont tendance à se multiplier et à évoluer sans connaissance du terrain sous-jacent.
2. Il existe des secteurs clé (au sens de la programmation et non pas des accélérateurs de conflit) que personne ne veut toucher : les mineurs artisanaux, les familles des soldats, les salariés de la fonction publique, les violeurs, les détenus. Or ce sont souvent eux qui devraient faire l'objet d'un soutien renforcé, et ce dans une optique de renforcement de capacités.
3. Quelques secteurs manquent étrangement dans le portefeuille des bailleurs. L'enclavement constitue la grande contrainte de tous les programmes et interventions. Or le secteur des routes est un secteur qui n'est pas du tout reflété dans la base de données fournie à l'évaluation.

5 CALENDRIER DE FINALISATION

L'évaluation est structurée de la façon suivante, conformément aux Termes de référence :

Séquence de l'évaluation	Nom de la phase	Activités
Phase 1	Préliminaire	- Note sur la méthodologie de l'évaluation
Phase 2	Politique	- Analyse des documents (projets, évaluations, analyses de conflits) - Visite aux sièges ou entretiens téléphoniques avec les bailleurs. - Restitution en RD Congo et préparation de la phase thématique sur le terrain - Remise d'un rapport politique traitant des questions 1,2,3 et 7.
Phase 3	Thématique	- Recherche en RD Congo - Analyse de conflits, visites des projets - 1 rapport de mission
Phase 4	Rédaction du rapport	- 1 rapport de synthèse
Phase 5	Restitution	- À Kinshasa et Bruxelles - Révision des lignes directrices de l'OCDE

La réalisation de la deuxième visite mène donc à la préparation du rapport de synthèse. La rédaction du rapport final se fera depuis Bruxelles, en utilisant les thèmes en sous-section, et comprenant une reprise des conclusions du rapport dit « politique » et une révision des informations d'appui (rapports, analyses de conflit, stratégies des intervenants internationaux, des autorités nationales et locales).

Nous attachons beaucoup d'importance à la phase de restitution. Les séminaires de restitution à Bruxelles et Kinshasa pourront avoir lieu en fin 2010. Or ces réunions devraient être précédées d'une réunion de discussion des conclusions préliminaires, à la demande explicite des groupes consultatifs en RDC. Les Groupes consultatifs des provinces demandent quant à eux des réunions finales de restitution, éventuellement basées sur des documents ciblés sur les acteurs et les audiences qui pourraient y participer. Notre rapport de synthèse fera des recommandations dans ce sens.

Le calendrier de finalisation que nous proposons pour la phase de rédaction et restitution est le suivant :

- **26 août** : Transmission du rapport provisoire de synthèse au comité de pilotage

RAPPORT DE MISSION DE TERRAIN – CHANNEL RESEARCH

- **26 septembre** : transmission des commentaires sur le rapport à Channel
- **27 septembre** : réunion du comité de pilotage
- **27 octobre** : transmission de la version révisée du rapport au comité de pilotage
- **1 novembre** : transmission de la version provisoire révisée aux groupes consultatifs
- **novembre** : réunion des groupes consultatifs (à définir)
- **5 décembre** : transmission du rapport pré-final au comité de pilotage
- **Janvier**: réunions de restitution du rapport à Bruxelles et Kinshasa, et éventuellement dans l'est de RDC.

6 ANNEXE: LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Thème : Humanitaire et violences sexuelles

	OCHA , Chef de Bureau	Kinshasa
Max HADORN		
	GTZ, Directeur de Programme" Lutte Multisectorielle contre le VIH/Sida et Renforcement du Système de Santé"	Kinshasa
Dr Anselm SCHNEIDER		
	GTZ, Conseiller Technique en matière de Droit de l'Homme et Lutter contre la violence sexuelle	Kinshasa
Heller KARSTEN		
	Ambassade du Canada , Deuxième Secrétaire (Coopération)	Kinshasa
Sylvie MONETTE		
	Ambassade du Canada , Counsellor and Head of Cooperation	Kinshasa
Jean Claude MAILHOT		
	Ambassade du Canada, Conseillère Politique	Kinshasa
Julie CROTEAU		
	UNICEF, Coordinateur Département Urgences	Kinshasa
Frédéric SIZARET		
Gisèle Irénée KOULA		
	UNIFEM, Country Programme Manager	Kinshasa
	Ambassade de Japon, Troisième Secrétaire	Kinshasa
Yuki HIROTANI		
	Ambassade de Japon, Premier Secrétaire	Kinshasa
Ikeda KIYOHICO		
Jennyfer A.E.Imperator		
Richard DACKAM-NGATCHOU		
Roselidah Ondeko		
Tasha Gill		
	Deuxième Secrétaire , Ambassade de Pays-Bas UNFPA, Représentant Résident Coordinatrice de projet, UNFPA	Kinshasa Kinshasa Goma Kinshasa
	Protection de l'Enfant, Urgences et Post-Conflict, VVS	

Thème : Justice

Howlandt, Todd	BCNUDH(HCDH-DDH/MONUC), Directeur	Kinshasa
Bouaka, Louis Marie	BCNUDH(HCDH-DDH/MONUC), Directeur –adjoint	Kinshasa
Mpiana, Godefroid	ICTJ, Chargé de programme,	Kinshasa
	BCNUDH (HCDH-DDH/MONUC),Coordonnatrice Unité Protection,	Kinshasa
Arena, Sophie		
	BCNUDH (HCDH-DDH/MONUC), Human Rights Officer, Transitional Justice & Fight against Impunity Unit	Kinshasa
Salami, Adam		
Meersman, Katrien	Ambassade de Belgique, Attachée de la Cooperation au Développement	Kinshasa
Robberecht, Peter		
	Ambassade de Belgique, Premier Secrétaire, Section Politique	Kinshasa
Decarnières, Aurore		
Mailhot, Jean Claude	Avocats Sans Frontières, Chef de mission Ambassade du Canada, Conseiller et Chef de la Coopération	Kinshasa Kinshasa

RAPPORT DE MISSION DE TERRAIN – CHANNEL RESEARCH

Crôteau, Julie	Ambassade du Canada, Conseiller (Politique)	Kinshasa
Monette, Sylvie	Ambassade du Canada, 2e Secrétaire (Coopération)	Kinshasa
Dulieu, Pierre	CTB, Représentant résident	Kinshasa
	CTB, Conseiller géographique, RDC, Desk Afrique centrale, de l'Est, du Sud et de l'Asie	Kinshasa
Uyttendaele, Bart		
Eggen, Manuel	RCN Justice& démocratie, Coordonnateur	Kinshasa
	PNUD, Coordonnateur Principal, Unité d'Appui Programme Gouvernance	
Lavoie, Jean		
	PNUD, Coordonnateur Principal, Unité d'Appui Programme Gouvernance	Kinshasa
Treacy, Brian Leo		
Gouraud, Sébastien	PNUD, Programme Specialist Rule of Law, Justice & Security	Kinshasa
Ginet, Bertrand	PNUD, Partenariats et Liaison avec les Bailleurs	Kinshasa
Guiraud, René	PNUD, Directeur Pays Adjoint, Directeur de Programme	Kinshasa
Bulambo, Delphin	REJUSCO, Coordonnateur Adjoint	Goma
Kubuya, Muhangi	CRONGD Nord Kivu, Secrétaire Exécutif	Goma
Yuma, Christian	Tribunal de grande instance, Président	Goma
Buzake, Eugène	Avocat, Coordonnateur SAJ (ONG)	Goma
Lumbu, Sylvain	Procureur de la République	Goma
Midagu, Jérôme	Avocat, Batonnier	Goma
Yuma, Kahindo Fatuma	Avocate	Goma
Sané, Ouzman	PNUD, Responsable Programme, Accès à la justice	Goma
Lebois, Marc	REJUSCO, Directeur	Goma
Tuyihimbaze, Franco	Ministre régional de la Justice	Goma
Bobeli (Major)	Responsable, Police spéciale de protection de l'enfance et de la femme	Goma
Sawyer, Ida	Human Rights Watch, Chercheuse et représentante RDC	Goma
Bushiri (Judge)	Cour d'Appel, Premier président	Goma
Kibandja, Eugène	Représentant, Observatoire congolais des prisons	Goma
Mutabasha, Jean	Avocats Sans Frontières, Responsable de bureau	Bukavu
Vangu (Judge)	Cour d'Appel du Sud-Kivu, Premier président	Bukavu
Ilunga, Paulin	Tribunal de grande instance, Président	Bukavu
Mutata, Laurent (Colonel)	Cour Militaire de Bukavu, Auditeur Militaire Supérieur	Bukavu
Bagaya, Jean-Claude	Avocat, Batonnier	Bukavu
Chekanabo, Berthe	Division Provinciale de la Justice, Sud Kivu, Chef	Bukavu
Bahati, Pierre	Représentant, Radhoski/ Heritiers de la Justice	Bukavu
Dubois, Michel-Yvan	PNUD, Chef de bureau, Sud Kivu	Bukavu
Wacouboué, Marie-Thérèse	PNUD, Responsable Programme,	Bukavu
Coulibaly, Souleymane	MONUC, Chef du Bureau des Nations unies pour les droits de l'homme	Bukavu

Thème : Démobilisation et secteur de sécurité

<i>Surname, Name</i>	<i>Org. and function</i>	<i>♂♀</i>	<i>Place</i>
Marqué bleu: entrevue de groupe			
Junior de Fabbrikbers	Expert DDR SSR, Service de la coopération belge	♂	Bruxelles
Col. Tim Woodman	British Embassy, Attaché de la Defence RDC, Angola, Gabon, RoC	♂	Kinshasa

RAPPORT DE MISSION DE TERRAIN – CHANNEL RESEARCH

Mr. Jos de Beus	PNUD, Poverty Reduction Unit, Advisor Recovery & Development	♂	Kinshasa
Mr. Damien Mama	PNUD,	♂	Kinshasa
Mr. Mediuf Diop	PNUD, Equipe Judiciaire, Securitaire et Gouvernance	♂	Kinshasa
Mr. Patrick Dave	EUSEC, Directeur Assistance (reform administrative FARDC)	♂	Kinshasa
Mr. Jean-Marc Tafani	MONUC DDR/RR, Deputy Director	♂	Kinshasa
Mr. Stephan Pearce	Ambassade d'Afrique du Sud, Ministre Conseiller	♂	Kinshasa
Col. Sipho Mnguni	Ambassade d'Afrique du Sud, Attaché de Defence	♂	Kinshasa
Mr. Norbert Sengamali Lukukwa	Ministère des Affaires Étrangères, Directeur de Cabinet Adjoint	♂	Kinshasa
Col. Chriss Yamba	Ministère des Affaires Étrangères, Conseiller Chargé du Suivi des Accords de Paix	♂	Kinshasa
Prof. Grevisse Didend Yav. PhD	Unité d'Execution du Programme National de Desarmement, Demobilisation et Reinsertion (UEPN-DDR), Administrateur du Projet	♂	Kinshasa
Mme. Evelyne Mbata	Unité d'Execution du Programme National de Desarmement, Demobilisation et Reinsertion (UEPN-DDR), Chargée de Communication	♀	Kinshasa
Mr. Peter Robberecht	Ambassade de Belgique, Premier Secrétaire Section Politique	♂	Kinshasa
Gen. Michel Elesse Yombentole	Comité de Suivi de la Reforme de la Police (CSR), Secrétaire Exécutif	♂	Kinshasa
Mr. Yuki Hirotani	Ambassade du Japon, troisième secrétaire	♂	Kinshasa
Mr. Kiyohiki Ideka	Ambassade du Japon, premier secrétaire	♂	Kinshasa
Col. Matou	Ministère de la Defence, Directeur du Cabinet	♂	Kinshasa
Mr. Matthew Reid	MAG, Programme Officer	♂	Kinshasa
Lt.Col.Peter Aerts	Ambassade des Pays Bas, Attaché de Defence	♂	Kinshasa
Col. Jean Luc Mwilambwe	Ministère de la Defence/Etat Major General FARDC, Directeur du Cabinet chargé de la Politique, Diplomatie et la Defence Internationale	♂	Kinshasa
Mj. Sam Kabila	Ministère de la Defence/Etat Major General FARDC, Directeur Adjoint du Cabinet chargé du Planification Stratégique	♂	Kinshasa
Mme. Tasha Gill	UNICEF, chargé de la protection	♂	Kinshasa
Michael Tschanz	Chef de bureau national OIM	♂	Kinshasa
Abbé Malu Malu	MONUC, section politique	♀	Kinshasa
Dr. Jörg Maxin	Responsable Programme Amani	♂	Kinshasa
Mr. Hans-Georg Hagen	Cooperation Technique Allemande (GTZ), Directeur Résident	♂	Kinshasa
Mme. Judith Suminwa	Coopération Germano-Congolaise, Coordinateur du Fonds	♀	Kinshasa
Mr. Per Rønning	PNUD, ancien chargé de COMREC	♂	Kinshasa
Mr. Innoncent	MONUC SSR, Deputy Coordinator SSR	♂	Kinshasa
Mr. Rene Michel Bauman	Ex-Chef de Protocol au Ministère des Affaires Étrangères	♂	Kinshasa
Col. Moska	World Bank, Conflict Officer	♂	Kinshasa
Gen. Moja	Ministère de l'Intérieure, Police Advisor	♂	Kinshasa
Gen. Mboyama	Ministère de la Defence/Etat Major General FARDC, Section Education Civique et Patriotique (training)	♂	Kinshasa
Mr. Francis Saudubray	Etat Major General FARDC, Directeur Adjoint du Plan de Reforme	♂	Kinshasa
Mr. Patrick Merienne	MONUC SSR, Coordinator SSR	♂	Kinshasa
Pr. Adolphe Lumanu Mulenda Mwana N'sefu	DFID (Londen), MDRP expert	♂	Kinshasa
	Vice-Première Intérieure et Sécurité, Vice-Premier Ministre / Ministre de l'Intérieure et Sécurité	♂	Kinshasa

RAPPORT DE MISSION DE TERRAIN – CHANNEL RESEARCH

Mr. Daniel Lubo	Ministère de l'Intérieur et Sécurité, Conseiller Politique du Vice-Premier Ministre	♂	Kinshasa
Programme EUSEC			
Col. Sándor Nagy	EUSEC, Commandant de détachement (armée hongarienne)	♂	Bukavu
Maj. Aumory Damase	EUSEC, Conseiller (armée française)	♂	Bukavu
Maj. Marc Romfort	EUSEC, Chargé de la logistique (armée française)	♂	Bukavu
Gen. Mazunzu	FARDC, Général de la 10ème région militaire	♂	Bukavu
Maj. Samir Abdessaid	MONUC, Liaison officer FARDC	♂	Bukavu
Maj. Shahid	MONUC, Operations officer FARDC Amani Leo	♂	Bukavu
Col. Bakuwe Kamutitu	FARDC, Commandant 313ème secteur, Nyangezi	♂	Nyangezi
Programme UE-PNDDR			
Mme. Willy Kikunga Vasanga	UE-PNDDR, Chef d'antenne Bukavu	♀	Bukavu
Mr. Jean Pierre Kavaketi	UE-PNDDR, Sensibilisateur	♂	Bukavu
Mr. Lievain Cirhuza	UE-PNDDR, Chef d'antenne Uvira	♂	Bukavu
Mr. Narcis Nzale	UE-PNDDR, Management Information Service	♂	Bukavu
Mr. Sylvanie Tahobaheka	UE-PNDDR, Président des démobilisés site Nyamarege	♂	Nyamarege
Mr. Itabala Biryalugo	UE-PNDDR, Chef de localité site Nyamarege	♂	Nyamarege
Mr. Byamungu Kigangu	Caritas, chargé de l'agronomie	♂	Bukavu
Mr. Zindula Ziharliwa Matthieu	Caritas, monteur agricole	♂	Nyamarege
Mr. Cibey Magadju	CAPA, chargé des formations	♂	Bukavu
Programme ISSSS			
Mme. Ilaria Elena Carpen	MONUC, stabilisation advisor eastern coordination	♀	Bukavu
Programme UNICEF			
Mr. Flory	UNICEF, chargé de programme	♂	Bukavu
Programme IOM			
Mr. Albert	Chargé de programme Police Frontière, IOM	♂	Bukavu
Noel Craven	Chef de bureau Bukavu	♂	Kinshasa & Bukavu
Lt Col. Freddy Yoka E-Ikotama	Inspecteur Provincial Adjoint, chargé de l'Administration et Logistique	♂	Bukavu
Colonel Antoine Masirika	Coordonateur Centre Jules Moquet	♂	Bukavu
Insp. Dismas Kashoungwé	DGM, responsable poste Ruzizi II	♂	Bukavu
Lucas Mukarbay	OFIDA, receveur poste Ruzizi II	♂	Bukavu
Programme COMREC/PNUD			
Mr. Cyprien Maheshe	Chargé de programme COMREC, PNUD	♂	Bukavu
Mr. Yasin Kouadio	Comptable programme COMREC, PNUD	♂	Bukavu
FARDC comptables (EUSEC)			
Maj. Honoré Kabilwa	FARDC 10ème région, Directeur Financier	♂	Bukavu
Capt. Kongolo Mwamba	FARDC 10ème région, CBC 51 secteur	♂	Bukavu
Maj. Lwaba Zephyrin	FARDC 10ème région, CBC 41 secteur	♂	Bukavu
Capt. Aïsee Soku Axin	FARDC 10ème région, CBC 31 secteur	♂	Bukavu
Lt. Munene Christian	FARDC 10ème région, CBC	♂	Bukavu
Capt. Kasongo Tamwbe	FARDC 10ème région, CBC 33 secteur	♂	Bukavu
Capt. Muludi Mawndana Pierrot	FARDC 10ème région, CBC 42 secteur	♂	Bukavu
??? Kiluwe Fockas	FARDC 10ème région, CBC 32 secteur	♂	Bukavu
??? Bokolomba Apanda Louis	FARDC 10ème région, CBC 24 secteur	♂	Bukavu
FARDC admin.financ. (EUSEC)			
Lt. col. Musangilay Mesu	FARDC 10ème région, chef T1	♂	Bukavu
Cap. Kasongo Kapinga Gabriel	FARDC 10ème région, chef bureau de mutation	♂	Bukavu
Cap. Assumani Bukungu	FARDC 10ème région, chef bureau des effectifs	♂	Bukavu
Maj. Mwanza Ubutuka André	FARDC 10ème région, adjoint T3	♂	Bukavu

RAPPORT DE MISSION DE TERRAIN – CHANNEL RESEARCH

Cap. Dunia Itongwa Jean Paul	FARDC 10eme région, T1 bureau de pension	♂	Bukavu
Partenaires exectutants (UE-PNDDR)			
Mr. Papy Busangu	FAO, consultant PARSAC	♂	Bukavu
Mr. Johnson Mulaganire	BIT, assistant au programme	♂	Bukavu
Mr. Lola Buhanda Justin	GAV, sous traitant de la BIT	♂	Bukavu
Mr. Jean Claude Muhanano	Caritas Bukavu, assistant programme et chargé de projets	♂	Bukavu
Mr. Patient Malungane	Caritas Bukavu, assistant chargé de suivi	♂	Bukavu
Ex-combattants (UE-PNDDR)			
Mr. Makambo Biringanine	UE-PNDDR, ex-combattant M40 bénéficiaire site de Nyamarega	♂	Nyamarege
Mr. Valentin Bazombo Kizubi	UE-PNDDR, ex-combattant M40 bénéficiaire site de Nyamarega	♂	Nyamarege
Mr. Bahhizire Jean	UE-PNDDR, ex-combattant M40 bénéficiaire site de Nyamarega	♂	Nyamarege
Mr. Badesire Namuzero	UE-PNDDR, ex-combattant M40 bénéficiaire site de Nyamarega	♂	Nyamarege
Partenaires executants (UNICEF)			
Mr. Christian Zihindula	AFEDEM, coordinateur national	♂	Bukavu
Mr. Dieudonné Sango	PRODES, coordinateur	♂	Bukavu
Mr. Vendicien Ruboneka	GAM, coordinateur	♂	Bukavu
Mr. Lola Buhanda Justin	GAV, sous traitant de la BIT	♂	Bukavu
Partenaires / Bénéficiaires Police des Frontières (OIM)			
Col AlbertMahinda Bamusemba	Coordinateur Police des Frontières du Sud Kivu	♂	Bukavu
Insp Anicet Lhimuzi Rutebuka	Coordinateur adjoint Police des Frontières du Sud Kivu	♂	Bukavu
Jimmy Ntuba	Commandant Police des Frontières, secteur Kalehe	♂	Bukavu
Comm Ppal Rémy Songolo Saidi	Commandant Police des Frontières, secteur Bukavu	♂	Bukavu
Comm Ppal Maurice Paluku Siviri	Commandant Police des Frontières, poste Ruzizi II	♂	Bukavu
Partenaires / Bénéficiaires Police des Frontières (OIM) – Poste de Ruzizi II			
Rose Abo Makila	Police des Frontières, Ruzizi II	♀	Bukavu
Elysée Kamuanya Kasongo	Police des Frontières, Ruzizi II	♀	Bukavu
Fatuma Masimango Beatrice	Police des Frontières, Ruzizi II	♀	Bukavu
Partenaires executants (COMREC)			
Mr. Jules Kanjira	APED	♂	Bukavu
Mr. Jean-Pierre Cirimwami	IADL	♂	Bukavu
Mr. Jean-Paul Munganga	ADI-Kivu	♂	Bukavu
Mr. Jean Marie Nyamulinda	APED	♂	Bukavu
Mr. Joseph Barhinmanya Rukengwa	GISDG	♂	Bukavu
Mr. Alain Assani Sakiki	ADF	♂	Bukavu
Mr. Joseph Mihigo	PAV	♂	Bukavu
Beneficiaires (COMREC)			
Mme. Mapendo Dafrose	Directrice Adjoint, école primaire Odare, Essence	♀	Bukavu
Mr. Nelson Murumbi	Président du marché de Panzi	♀	Bukavu
Mr. Bahizire Kamola	Vice-président de vendeurs de planches, marché de Panzi	♀	Bukavu
Mr. Namulisa Muderhwa	Président du boucherie, marché de Panzi	♀	Bukavu
Mr. Kwigomba Magambo	Conseiller du boucherie, marché de Panzi	♀	Bukavu
Mr. Zishelda Byamungu	Président de vendeurs de planches, marché de Panzi	♀	Bukavu
Autres contacts			
Lt.Col. Ezechiel	Chef d'antenne, Structure Militaire d'Intégration 8eme	♂	Bukavu

RAPPORT DE MISSION DE TERRAIN – CHANNEL RESEARCH

région FARDC			
Programme EUSEC			
Lt.Col. Robert Dangla	Chef de détachement, EUSEC (armée française)	♂	Goma
Maj. Eric van Ommeslaeghe	Conseiller, EUSEC (armée française)	♂	Goma
Capt. Gerard van Rijswijk	Conseiller, EUSEC (armée néerlandaise)	♂	Goma
Lt.col. Emmanuel Mudosa	Commandant adjoint, 132eme brigade camp de Rumbangabo	♂	Rumangabo
Programme UE-PNDDR			
Norbert Khasindy	Coordonnateur Nord Kivu, UE PNDDR	♂	Goma
Monica Ndovia-Kule	Chargé de formation, UE-PNDDR	♀	Goma
Célestin Tuyisenge	Caritas, Coordinateur Diocese de Goma	♂	Goma
Abbé Aimé Matembéra	Prêtre de Saké	♂	Saké
Jules Tabaro	HDW, coordonnateur national	♂	Bunia
Jospin Siunveray	Prés. Démobilisés de Saké	♂	Saké
Gregory Gromo Alex	MONUC DRRRR	♂	Goma
Programme UNICEF			
Patience Muderwa Kahuyege	UNICEF, Officier protection de l'enfance	♂	Goma
Pontien Bashige	UNICEF, Officier protection de l'enfance	♂	Goma
Fidel Rutabagisha	Directeur du CTO / CAJED	♂	Goma
Gilbert Munda	Coordinateur CAJED	♂	Goma
Entretiens individuels	2 Educateurs CTO CAJED, 4 enfants		
Programme IOM			
Robert Mendrik	Senior Resources Management Officer, Chef de Bureau Nord Kivu	♂	Goma
Thomas Kubuya	Project Coordinator	♂	Goma
Col. T. Job de St Guillaume	Coordonnateur Nord Kivu, Police des Frontières	♂	Goma
Programme COMREC			
Jonas Mfouatié	Head of office in North Kivu, UNDP Spokeperson in Eastern DRC, ex-head of office in Bunia	♂	Goma
Alberto Barrera	Programme manager Centre de Négoce OIM, ex chargé de programme réinsertion en Ituri	♂	Goma
Jean Claude Simpeze	UNDP, Chargé de l'Administration	♂	Goma
Cryspin Barhigenga Bolela	UNDP, Chef d'antenne Wali Kalé	♂	Goma
Ernest Balolo	UNDP, expert suivi/évaluation	♂	Goma
Jean Claude Kalala	UNDP, expert suivi/évaluation	♂	Goma
Dia Oumar	UNDP, Chargé des opérations	♂	Goma
Maisha Musubaho	UNDP, Assistant Administratif et Financier	♂	Goma
Autres contacts			
Mr. Taylor Munihiro Maroki	ex-chargé de communication programme Amani Sud Kivu	♂	Goma
M. Kalissa Vulambo	Chef de division provinciale du Plan	♂	Goma
Nicolas Tillon	Operations manager for programme on dialogue enhancement	♂	Goma
Starvros	ISSS, Responsable Est RDC	♂	Goma
Claudia Rodriguez	ISSS	♀	Goma
FARDC comptables (EUSEC)			
Capt. Jean Mbelenge	CBC 13eme secteur, 8eme région militaire FARDC	♂	Goma
Capt. Patrick Mbomba	CBC 21eme secteur, 8eme région militaire FARDC	♂	Goma
Lt. Tapo Mboka	CBC 12eme secteur, 8eme région militaire FARDC	♂	Goma
FARDC staff financier (EUSEC)			
Capt. Mawa Philippe	S1, 132me brigade camp de Rumangabo	♂	Rumangabo
Capt. Makal Aimé	S4, 132me brigade camp de Rumangabo	♂	Rumangabo

RAPPORT DE MISSION DE TERRAIN – CHANNEL RESEARCH

Capt. Ategeka Justin	S3, 132me brigade camp de Rumangabo	♂	Rumangabo
Capt. Kazadi Modeste	S3 adjoint, 132me brigade camp de Rumangabo	♂	Rumangabo
Militaires camp Rumangabo (EUSEC)			
20 militaires (soldats)	19 hommes, 1 femme		Rumangabo
PNDDR			
Bisimwa Rusaki	SANOKI	♂	Goma
Jules Maombi Kesuba	ECCINK	♂	Goma
Pierre Claver Sebutdri	HDW, coordonnateur national	♂	Goma
Pascal Basibawea	ETN / BIT	♂	Goma
Samuel Muhindo Salume	FAO	♂	Goma
SMI FARDC (PNDDR)			
Col Raoul Pembe	SMI, Responsable Nord Kivu	♂	Goma
Maj Remy B. Ciza	SMI	♂	Goma
Diabazola Ntima	SMI	♂	Goma
Camp de Kitoukou			
Focus group, 3 femmes de gardien		♀	Goma
Focus group, 4 femmes de démobilisés		♀	Goma
OIM Police des Frontières			
Capitaine Marcel Omari	Commandant Police des Frontières, Poste de la Grande Barrière	♂	Goma
Capitaine Nakahosa	Commandant second Police des Frontières, Poste de la Grande Barrière	♂	Goma
Ltt / Commissaire Jean-Marie Ebay Malaisi	Police des Frontières, Secrétaire de l'unité Grande Barrière	♂	Goma
Partenaires UNICEF			
Joachim Fikiri	PAMI, protection de l'enfance	♂	Goma
Jack Kakule	Don Bosco Ngangi	♂	Goma
Phidias M. Wetemwami	CADERCO, réunification familiale	♂	Goma
Faustin Ntiba	UPADERI, Union Paysanne Masisi	♂	Goma
Nicole Gahereri	PAMI	♂	Goma
Maria Elena Latini	Caritas Roma, Commission Justice et Paix	♀	Goma
Stefano Latini	Caritas Roma, réinsertion enfants soldats	♂	Goma
Eugène Ndwanyi	Caritas Roma, Commission Justice et Paix	♂	Goma
Programme EUSEC			
Lt Col Felix Mangwala	Base militaire de Bunia, T4 Op. Safisha	♂	Bunia
Marc Vandebroek	Expert budget & finances, formation	♂	Bunia
Colonel Sikabwe Fall	Chef état major zone d'opération de Bunia	♂	Bunia
PNDDR			
Colonel François Xavier Duku	Responsable UE PNDDR, et ex- responsable CONADER Ituri	♂	Bunia
Hamza Oyoko	UE PNDDR Ituri, sensibilisateur	♂	Bunia
Rashin Kanu	MONUC, Child protection officer	♂	Bunia
Maître Jean Bosco	Coordonnateur Société Civile	♂	Bunia
Guillaume Manganga	Coordonnateur Adjoint Société Civile	♂	Bunia
Arthur Tshileo	Coordonnateur, ONG Securitas Bunia	♂	Bunia
Deo Gracias	Chef coutumier Bahema Sud	♂	Bunia
Seblon Lifika	ONG CEO, ex consultant CONADER	♂	Bunia
Jean de Dieu Losinu	Caritas, Coordinateur Bureau Diocésain de Développement	♂	Bunia
Roger Lokpatch Bahemuka	ALDI, Coordonnateur National	♂	Bunia
Pacifique Musaghi	AIP-Bunia, Chef de Bureau	♂	Bunia
Programme UNICEF			
Felix Monga	UNICEF, Officier protection de l'enfance	♂	Bunia
Francine Mangaza	UNICEF, Officier protection de l'enfance	♀	Bunia

RAPPORT DE MISSION DE TERRAIN – CHANNEL RESEARCH

Programme IOM

Dominique Bollier	Chef de Bureau	♂	Bunia
Erika de Bona	Chef de Projet	♀	Bunia
Costa Kokkinos	Ingénieur, ex-proprétaire de la MONUC House de Bunia	♂	Bunia
Col. Katanda	Coordonnateur Police des Frontières Ituri	♂	Bunia

Programme COMREC

Jean François Dubuisson	Chef de Bureau	♂	Bunia
Providence Mukarukundo	Chargé de programme	♀	Bunia
Emmanuel Ougarna	Flavica, Chef d'antenne Kasenyi	♂	Bunia
Richard Ufoy	Flavica, Chargé de programme	♂	Bunia
Frédéric Lefort	Responsable programme de désarmement communautaire	♂	Bunia

Autres contacts

M. Christophe Justin Evi-Lago	Chef de division provinciale de l'Intérieur	♂	Bunia
Jean Charles Dupin	Chef de Bureau OCHA Province Orientale	♂	Bunia

Partenaires UE PNDDR

François Xavier Duku	Responsable UE PNDDR Ituri	♂	Bunia
Bienvenu Nyolo	Caritas Bunia	♂	Bunia
Benjamin Ambwa	FAO, responsable management de l'information (Base de Données)	♂	Bunia
Reddy Kibaya	FAO, programme réinsertion	♂	Bunia
Hamza Oyoko	UE PNDDR Ituri, sensibilisateur	♂	Bunia
Pierrot Mboma	UE PNDDR Ituri, responsable management de l'information (Base de Données)	♂	Bunia
Faustin Mithamba	FAO, programme réinsertion	♂	Bunia
Sylvain Mehdo	ACIAR / BIT, soutien aux opérations	♂	Bunia
Eric Mongo	ACIAR	♂	Bunia
Flory Kitoko	UE PNDDR	♂	Bunia
Emile Dhekana	Caritas Bunia	♂	Bunia
Michel Kasinguw	FAO	♂	Bunia

Bénéficiaires COMREC

10 men	Focus Group beneficiaries ACOPELA, EJDP, AIP
--------	--

Partenaires EUSEC

7 men	CBC, T1 et Chefs de cellule financière
-------	--

Thème : renforcement des capacités

<i>Surname, Name</i>	<i>Org. and fonction</i>	<i>♂♀</i>	<i>Place</i>
<i>People met KINSHASA</i>			
Cartier, Paul	Belgian Embassy, Chef de cooperation	♂	Kinshasa
Hagen, Hans-Georg	Coopération Germano-Congolaise, Coordinateur du Fonds	♂	Kinshasa
Maninga, Marie José	EFORMAD, Coordinatrice	♀	Kinshasa
Kassa, Michel Noureddine	ICL, Coordinator	♂	Kinshasa
Kock, Dirk Jan	Ambassade du Royaume des Pays Bas, Deuxieme Secetaire	♂	Kinshasa
Manara, Marie	APEF, Directrice	♀	Kinshasa
Kikuni, Delphin	APEF	♂	Kinshasa
Lena Slachmuisjlder	SFCG, National Director	♀	Kinshasa

RAPPORT DE MISSION DE TERRAIN – CHANNEL RESEARCH

Miteyo Nyenge, Bruno	Caritas, vice-president Caritas Africa	♂	Kinshasa
Marie José Mavinga et Christiane Kayser	ECC Eglise du Christ au Congo, CEFORMAD	♀	Kinshasa (téléphone)
People met GOMA			
Brylle, Line	Search for Common Ground, Chefe de sous-bureau de Goma	♀	Goma
Banyikiro, Hangi	Search for Common Ground, Chargé de projet	♂	Goma
Maneno, Francine	Search for Common Ground, Comédienne	♀	Goma
Bisimwa, Fatu	Search for Common Ground, Comédienne	♀	Goma
Lunmmibe, Asnkwa	Search for Common Ground, Comédien	♂	Goma
Wakama, Constantin	Search for Common Ground, Comédien	♂	Goma
	Rejusco, Coordinateur adjoint, Goma	♂	Goma
Bulango, Delphin			
Zwanck, Desiree	Heal Africa, Goma, Gender Advisor	♀	Goma
	RIO, Conseillère technique	♀	Goma
Bohr, Jessie			
Chakupewa, Julienne	Heal Africa, Goma, Chef du volet socioeconomique dans le projet Genre et Justice Maniema	♀	Goma
	Heal Africa, Administrator Monitoring	♂	Goma
Kengo, Albert			
Nbile, Odile Bulabula	RIO/ECC Sud Kivu, Coordinatrice adjointe	♀	Goma
Ulpol, Muganda Nzigrei	ULPGL	♂	Goma
	ULPGL	♂	Goma
Mbavu, Vincent			
	RIO/ECC Sud Kivu, Chargé du programme de réhabilitation du riseau scolaire	♂	Goma
Meschac, Vunanga			
Cira, Joseph	Heal Africa, coordinateur GMP/NK	♂	Goma
Buuma Namira, Déogratias	Action pour la paix et la concorde APC asbl, Secrétaire exécutif (previous LPI partner)	♂	Goma
Yahudi, Sudi			
Nguru Kobonge, Eustache	Arche d' Alliance (former LPI partner) Ministère Provincial du Plan , Budget ,information et Presse, Directeur du cabinet	♂ ♂	Goma Goma
Balikiwisha, Juma			
	Ministre Provincial du Plan , Budget ,information et Presse	♂	Goma
	PNUD, Chargé de Programme PNUD - Goma/Nord Kivu	♂	Goma
Gusira, Pierre			
	Ministère Provincial du Plan, Budget, information et Presse, Auditeur	♂	Goma
Kisangani, E.			
Duval, Bernard	OXFAM-Québec-Congo, Coordonateur ZONE EST en RDC	♂	Goma
Kayira, Tharcisse B.		♂	Goma
	Acion pour le développement et la Paix Endogènes ADEPAE asbl		
People met BUNIA			
Zohoungbogbo, Léonid Igor	PNUD, Chargé des Opérations, Ituri	♂	Bunia
Mukarukundo, Providence	PNUD, chargé de Programme, Ituri	♀	Bunia
Kapinga, Pascale	PNUD, Assistante Administrative, Ituri	♀	Bunia
Risasi Kabwaka, Saleh	PNUD, Assistante Logiatique	♂	Bunia
Luh Mfone, Serge Armand	PNUD, Coordonateur Provincial	♂	Bunia
Lobela, Oscar	PNUD, Expert de suivi et evaluation	♂	Bunia
Debreffang, Gabriel	PNUD, Expert en relevement communautaire	♂	Bunia
Faust, Frederic	PNUD, Expert en desarmement communautaire	♂	Bunia
Ezua Abiria, Pierre	Chef de division Jeunesse de l'Ituri à Bunia	♂	Bunia
Koppi, Beogratias	Chargé de projet à l'ONG ACIAR à Bunia	♂	Bunia
Bahemuka, Jules	Chergé des travaux à l'ACIAR à Bunia	♂	Bunia
Mehdo, Sylvain	Animateur, ACIAR	♂	Bunia
Basemeg, Elisabeth	PNUD, Chef d'Antenne Aru	♀	Aru
Uzele Upio, Jean Bosco	Chef de service de la Jeunesse du Territoire de Mahagi	♂	Mahagi
Buyu, Alimacon	Président CLPO/Nioka	♂	Nioka
Ulwor Jacam, Paulin	Préfet Institut Technique Pasfes Udjurn de Nioka	♂	Nioka
Cwinya'ay, Augustin	Chargé de Programme de RIMA	♂	Nioka

RAPPORT DE MISSION DE TERRAIN – CHANNEL RESEARCH

Udungo Umaka, Jackson	Ir Technicien en construction / RIMA	♂	Nioka
Borve, Jaqueline	Forni Forum des Femmes, Chargé de suivi, Nioka	♀	Nioka
Kassongo, Freddy	PNUD, Chef d'Antenne et Animateur de site d'intervention/Fataki	♂	Fataki
Mathe, José	PNUD, Animateur de Sites, Antenne Fataki	♂	Fataki
Tusevo, Toussaint	PNUD, Ingenieur Hydrotechnicien, Projet Post Brassage	♂	Fataki
Bakole, David	PNUD, Assistant Expert en construction	♂	Fataki
Burh Vadza, Yibbert	Préfet des études à l'ITA de Pimbo	♂	Pimbo
Ndjunga, Shedza	Animateur de FOMI	♂	Pimbo
Leba, Bura	Membre de CLPD Pimbo	♂	Pimbo
Lobo, Revision	Président de CLPD	♂	Pimbo
Nganga, Ngadjole	Enseigneur Technicien ZOOT	♂	Pimbo
Ubba, Kabilanga	Enseigneur Technicien Agronome	♂	Pimbo
Manzapa-Go	Enseigneur Technicien Agronome	♂	Pimbo
Somasi, Buligi	Enseigneur CLPD	♂	Pimbo
Sove Mediatrice, Oultwre	CLPD	♂	Pimbo
Moano, Etienne	Rev. Pasteur, catéchète de Pimbo, membre de CLPD	♀	Pimbo
Elysee, Love	Représentante santé CLPD	♂	Pimbo
Djoza, Marcelin	RCN, Justice Démocratie, Chef de Mission	♂	Bunia
Rustique, Avo Eka	Commissaire de District Assistant Chargée des questions économique, financières, et du développement de l'Ituri	♂	Bunia
Macky, Xavier	Justice Plus, Coordinateur	♂	Bunia
Bonyoma, Eddy	Justice Plus, Chargé des questions juridique	♂	Bunia
NZANI LOGRO, Michael	ALCMDC, Coordinateur	♂	Bunia
Dupin, Jean-Charles	OCHA, Conseiller Principal aux Affaires Humanitaires	♂	Bunia

Thème : Secteur minier et économie régionale

<i>Surname, Name</i>	<i>Org. and function</i>	<i>♂♀</i>	<i>Place</i>
von Stumpfedit, Gotz	GTZ, Project Director on Good Governance in the Mining Sector	x	
Grundel, Holger	DFID, Team Leader Natural Resources and Governance	x	
Maxim, Jorg	GTZ, DRC Director	x	
van Eyll, Carole	Belgian First Secretary, Governance and Resources	x	
Anderson, Cheryl	USAID, Peace and Stability Team Leader	x	
Nash, Jay	State Dept., Natural Resources	x	
Croteau, Julie	Canadian Embassy, Political Secretary	x	
Brown, Arthur	Deputy Director, USAID	x	
Tshimena, Delphin	Mining Expert, World Bank		Kinshasa
Zoro, Ephinane	Human Rights Program, MONUC		Kinshasa
Peleman, Johan	Head of JMAC, MONUC		Kinshasa
	First Political Secretary, Canadian High Commission		Nairobi
Charron, Vincent	ICGLR, PO for Regional Integration and Economic Development		Bujumbura
Nsibula, Roger	ICGLR, PO for Democracy and Good Governance		Bujumbura
Sinyigaya, Silas	Ambassador, German Embassy		Bujumbura
Weiss, Joseph	Special Representative for the ICGLR, GTZ		Bujumbura
Wagner, Markus	Ambassador, Belgian Embassy		Bujumbura
Smets, Jozef			
Plamadiala, Marie	JMAC		Goma
Kaponyola, Raphael Mboko	Division des Mines, Chef de Bureau Minier		Walikale
Kissa, Charles	President, Societe Civile, Territoire de Walikale		Walikale
Shamamba, Raymond Janda	Secretaire, Societe Civile, Territoire de Walikale		Walikale
Kamani, Luc	Civil Community Liaison Officer, MONUC		Walikale
	Dialogue and Training Coordinator, International Alert		Goma
Lange, Maria			
Tegera, Aloys	Director of Research, Pole Institute		Goma
Safari, Jean Baptiste	Innovation et Formation pour la Paix et le Developpement		Bukavu
Kajembe, Eric	Observatoire pour la Gouvernance et la Paix, Directeur		Bukavu
Nkurunziza, Nestor	Search for Common Ground, Media Coordinator		Bukavu
Ntwali, Jean Marc	BEGEM		Bukavu
Bansah, Dan	Banro, Vice President Exploration		Bukavu
Mushagalusa, Willy Halisi	Banro, Foundation Administrator and External Relations		Bukavu
Bakulikira, M.	Bakulikira Comptoir, Gerant		Bukavu
Namira, Deo Buuma Bitalya	Action pour la Paix et la Concorde, Secretaire Executif		Bukavu
Maliyaseme, Sosthene	Action pour la Paix et la Concorde, Chargee de Programmes		Bukavu

RAPPORT DE MISSION DE TERRAIN – CHANNEL RESEARCH

Mudinga, Emery	Action pour la Paix et la Concorde, Chargee de Programmes	Bukavu
Ainsworth, Steve	British Foreign Office, UK Regional Conflict Adviser	Nairobi
Chantry, Hugues	Belgian Foreign Ministry, DRC Desk	Brussels

Groupe Consultatif de Goma : 14 mai

Anna Muinonen	FC A , Directrice du Programme de FCA en RDC	♀
Brylle, Line	SFCG, Chefe du Bureau Goma Ministère Provincial du Plan , Budget ,information et Presse, Auditeur	♀ ♂
Kisangani, E. Muganda Nugire Nguru Kobonge, Eustache	ULPGL CARE PD, chargé des projets Ministère Provincial du Plan , Budget ,information et Presse, Directeur du cabinet Ministère Provincial du Plan , Budget ,information et Presse, Directeur du cabinet SASGE	♂ ♂ ♂
Kahindo Muhasa, Roger	Heal Africa, Administrator Monitoring	♂
Mushiarhamina, Albert Mbaw, Vincent	CAREPD/ULPGL, membre CAREPD/ULPGL, Secrétaire CAREPD	♂ ♂ ♂
Munbere, Ndemo Kayira, Tharcisse B.	Acion pour le développement et la Paix Endogènes ADEPAE asbl UNFPA	♀ ♂
Kishabapa, Lydie Bahati Bingu, Janvier	ACAT -Nord Kivu, Secrétaire Executif	♀ ♂

Groupe Consultatif de Bukavu : 10 mai

Buhalagarha Chimanuka, Vicky	Ministere du Plan, Directeur du Cabinet	♀
Birgindwa Lukeba, Gilbert	Centre Universiterie de Paix CUP, Recteur	♂
Mubandilwa, Flory	Unicef, Protection Officer	♀
Ekanbo, Assim	Unicef, Protection SGBV Officer	♂
Kambale, Lameck	Unicef, Adm. Planification, suivi et evaluation	♂
Cigwerhe, Jean Claude	PNUD, Chargé de Programme	♂
Mulamba, Pascale	FHS, Chargé de Programme	♀
Mushasalusa, Pacifique	AAP,Coordinateur	♀
Socrate, Cuna-Byamungu	Inspection Provinciale de la sante, Assistant technique au Programme national santé de la reproduction	♂
Musole, Francois	CDJP (Communication diocesaine Justice et Paix / Bukavu), Assistant social, chargé de médiation et gestion de conflits	♂
Musafiri, Magambo	VODIMIR, Coordinateur	♂
Murhandikire, Jean-jaques Bagalwa	Action pour le Développement e la Paix endogeing (ADEPAE)	♂
Ngengele, Jacky	DIVIGFAE, Chef de division	♀
Caba, Parfait	UNFPA, Chargé de programme de Genre et SGBV	♀
Safi Kagarabi, Adèle	Commision Provinciale de lutte contre les Violences sexuelles & CPLVS, Prédicente	♀
Uyamatoowa, Patrick	AYINET/DRC, Chargé de programme	♂
Bahamati Masheka ga Namwira, Maurice	Heritiens de la Justice, Secrétaire Exécutif	♂

Groupe Consultatif de Bunia : 6 mai

Mukarukundo, Providence	PNUD, chargé de Programme, Ituri	♀
Luh Mfone, Serge Armand	PNUD, Coordonateur Provincial	♂
Kassongo, Freddy	PNUD, Chef d'Antenne et Animateur de site d'intervention/Fataki	♂
Djoza, Marcelin	RCN, Justice Démocratique, Chef de Mission	♂
Bonyoma, Eddy	Justice Plus, Chargé des questions juridique	♂
NZANI LOGRO, Michael	ALCMDC, Coordinateur	♂
Kabatoro, Wivine	OIM, Assistante Admin	♀
Lotsima, Jean Louis	COORDO/ARECO	♂
Karilenso, Bernard	Inf. BTP/PNUD	♂
Mugheva, Corneille	Coordo Premiere Alberte	♀
Tshiala, Clarisse	ALDI, Administratrice	♀
Kiza, Jacob	ALDI, Chargé de suivi et evaluation	♂
Eka, Avo	CDDA/ECOFIN	♂
Lobela, Oscar	PNUD, Expert de suivi et evaluation	♂
Karba, Serge	Sournel le Miroir	♂
Alasha, Jeanni	Associ Ituri, Gestionnaire de programme	♀
Moshi, Noel	OCHA	♂
Tsorove, Abbé E. Roger	Caritas-Development, Bunia	♂

Atelier Conflit de Goma : 13 mai

<i>Surname, Name</i>	<i>Org. and function</i>	<i>♂♀</i>
	M. le Ministre des affaires sociales et de la santé	♂
Anna Muinonen	FC A , Directrice du Programme de FCA en RDC	♀
Brylle, Line	SFCG, Chefe du Bureau Goma	♀
Kisangani, E.	Ministère Provincial du Plan , Budget ,information et Presse, Auditeur	♂
Muganda Nugire	ULPGL CARE PD, chargé des projets	♂
Nguru Kobonge, Eustache	Ministère Provincial du Plan , Budget ,information et Presse, Directeur du cabinet	♂
Kahindo Muhasa, Roger	Ministère Provincial du Plan , Budget ,information et Presse, Directeur du cabinet	♂
Mushiarhamina, Albert	SASGE Heal Africa, Administrator Monitoring	♂

Atelier conflit de Goma : 21 mai

<i>Surname, Name</i>	<i>Org. and function</i>	♂♀
Mr. Jean Bosco Butsitsi Bigirwa	Chef coutumier Bukumu	♂
Mr. Kabutwa Bamongo	Chef coutumier Wali Kali	♂
Mr. Bauma Bitsibu	Vice président provincial de l'ANATC Nord Kivu, Chef coutumier du groupement Kawronza	♂
Mr. Kubuya Muhangi	Secrétaire exécutif, CRONGD (réseau des ONGs)	♂
Mme. Justine Masika	Secrétaire exécutif, SFVS	♀
Mme. Monica Ndovia-Kule	Chargé de formation, UE-PNDDR	♀
Capt. Mbelenge Ya Nsenge Jean	Comptable, 8eme région militaire FARDC	♂
Maj. Eric van Ommeslaeghe	Conseiller EUSEC (l'armée Française)	♂
Lt. Nshagali Gratien	Répresentant 8eme région militaire (FARDC)	♂
Mr. Martial Mbilizi	PNUD/PLCP	♂
Mr. Jean-Marie Katikati Muhongya	ex-coordonateur Programme Amani Nord Kivu	♂

Atelier conflit de Bukavu : 13 mai

Lwashiiga, Bolange	Caucus des femmes Congolaises du Sud-Kivu pour la paix Bureau d'Etudes Scientifiques et Techniques (BEST)	♂ ♂
De Faily, Didier	Université d'Utrecht/Academie Néerlandaise de la défense	♀
Venweijen, Judith	MONUC, Officier de liaison SKB/FARDC	♂
Samir, Maj Abdessald Damase, Maj Amaury	EUSEC	♂

Atelier conflit de Bunia : 6 mai

<i>Surname, Name</i>	<i>Org. and function</i>	♂♀
Mukarukundo, Providence	PNUD, chargé de Programme, Ituri	♀
Luh Mfone, Serge Armand	PNUD, Coordonateur Provincial	♂
Kassongo, Freddy	PNUD, Chef d'Antenne et Animateur de site d'intervention/Fataki	♂
Djoza, Marcelin	RCN, Justice Démocratie, Chef de Mission	♂
Bonyoma, Eddy	Justice Plus, Chargé des questions juridique	♂
NZANI LOGRO, Michael	ALCMDC, Coordinateur	♂
Kabatoro, Wivine	OIM, Assistante Admin	♀
Lotsima, Jean Louis	COORDO/ARECO	♂
Karilenso, Bernard	Inf. BTP/PNUD	♂
Mugheva, Corneille	Coordo Première Alberte	♀
Tshiala, Clarisse	ALDI, Administratrice	♀
Kiza, Jacob	ALDI, Chargé de suivi et evaluation	♂
Lobela, Oscar	PNUD, Expert de suivi et evaluation	♂

RAPPORT DE MISSION DE TERRAIN – CHANNEL RESEARCH

Tsorove, Abbé E. Roger	Caritas-Development, Bunia	♂
Rustique, Avo Eka	Commissaire de District Assistant Chargée des questions économique, financières, et du développement de l'Ituri	♂

Atelier conflit de Shabunda : 6 mai

Malonga Sébastien	Coordinateur école catholique	♂
Mukanaga P.	Infirmier	♂
Iyananio Moligi	Vicaire général Docèse Kalongo	♂
Byamugongole Museme	Journaliste, radio Mutanga	♂
Katali J. Véronique	Responsable bureau CEI (*)	♀
Mukemenge Idanyi J.	Chef d'antenne asbl ADR	♂
Dr. Ntabuyantwa Claude	Responsable AAP Shabunda	♂
Paluku Kambesa	Chargé du développement rural, territoire de Shabunda	♂
Zihahirwa Bingane Innocent	Vérificateur scolaire, AAP	♂

Atelier conflit de Bunia : 31 mai

Kabona Maki	AEJI, Démobilisé
Jean Marie Dhena	AEJI, Coordonnateur
Hamzu Oyoko	UE PNDDR Sensibilisateur
Simon Ngadjole Kza	UPC, secrétaire fédéral Ituri
Floribert Mitulo Yesse	Chef de district Affaires Sociales
Henri Mbuna Dhedonga	CUEB, Assistant
Louise Tajeki	REFED, Coordonnatrice
Christophe-Justin Evi Lago	DIVINTER
Virginie Ucaya	IJP, Administratrice
Pacifique Msaghi	AIP
Me Modeste Magene	Barreau de Bunia
Charlotte Bonabana	Associturi, Coordinatrice
Francis Munga	APEC / Chargé de programme
Anaclet Kabengel	PNUD, responsable renforcement des capacités
M. Christophe Justin Evi-Lago	Chef de division provinciale de l'Intérieur

Atelier conflit de Bukavu : 22 mai

Namira, Deo Buuma Bitalya	Action pour la Paix et la Concorde, Secrétaire Exécutif	♂
Maliyaseme, Sosthène	Action pour la Paix et la Concorde, Chargée de Programmes	♀
Mudinga, Emery	Action pour la Paix et la Concorde, Chargée de Programmes	♂
Kajembe, Eric	Observatoire pour la Gouvernance et la Paix, Directeur	♂
Cuvelier, Jeroen	International Peace and Information Service, Researcher	♂
Femont, Laurence	War Child, Program Consultant	♂